



**ETUDE SUR LES CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES EN MATIERE DE PROMOTION DE LA PAIX
ET DU RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE POUR LA PREVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT
DANS LES COMMUNES DE MALANVILLE ET SEGBANA COUPLEE A LA LIGNE DE BASE DU PROJET**

RAPPORT D'ANALYSE (Version finale)

Juillet 2023

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
LISTE DES TABLEAUX.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	3
SIGLES ET ACRONYMES.....	4
I. INTRODUCTION.....	5
1.1 Contexte et justification.....	5
1.2 Objectifs de l'étude.....	6
II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	6
2.1 Phase préparatoire.....	6
2.1.1 <i>Séance de briefing sur la mission</i>	6
2.1.2 <i>La Revue documentaire</i> :.....	7
2.1.3 <i>Élaboration et validation de la note méthodologique détaillée, des outils de collecte, du canevas du rapport d'analyse des données</i>	7
2.1.4 <i>Outils de collecte des données</i>	9
2.1.5 <i>Formation du personnel de terrain et pré-test des outils</i>	9
2.2 Phase de collecte de données.....	10
2.3 Phase de traitement et d'analyse des données.....	10
2.4 Phase d'élaboration du rapport.....	10
III. PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DE L'ÉTUDE.....	10
3.1 Présentation du contexte sécuritaire de la zone d'intervention du projet.....	10
3.2 La dynamique foncière dans les deux communes visitées : entre accumulation de frustrations et menaces sur la cohabitation pacifique entre les communautés.....	11
3.3 Les conflits religieux.....	15
3.4 CARACTERISTIQUES DE L'ÉCHANTILLON.....	19
3.4.1 Caractéristiques socio-démographiques.....	19
3.4.2 Répartition des enquêtés suivants la profession.....	20
3.5 LIGNE DE BASE DU PROJET.....	22
3.5.1 Présentation des indicateurs du cadre logique.....	22
3.5.2 Valeurs de référence pour l'indicateur d'impact.....	29
3.5.3 Valeurs de référence pour les objectifs spécifiques.....	29
3.6 Évaluation des connaissances, attitudes et pratiques (CAP) des populations sur la promotion de la paix et le renforcement de la cohésion sociale pour prévenir l'extrémisme violent	38
3.6.1 Niveau d'information et de connaissances des communautés sur la thématique de l'extrémisme violent, les stratégies de promotion de la paix et la cohésion sociale.....	38

3.6.2	Attitudes et pratiques des populations sur la promotion du dialogue, la paix et le renforcement de la cohésion sociale	40
3.6.3	Approches communautaires d'identification des jeunes à risques et les facteurs de radicalisation	42
3.6.4	Communautés vulnérables les plus exposées aux risques de radicalisation	43
3.6.5	Mapping des associations locales de jeunes, de femmes et de leaders religieux et apprécier leurs capacités en termes de forces et faiblesses de leur implication dans les activités de promotion de la paix et de dialogue communautaire	44
3.6.6	Les atouts et les faiblesses de l'implication des associations locales de jeunes, de femmes et de leaders religieux dans les activités de promotion de la paix et du dialogue communautaire	52
3.6.7	Proposition d'activités de communication et de visibilité du projet	53
ANNEXES		56

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse de l'échantillonnage.....	8
Tableau 2 : Récapitulatif des villages enquêtés par communes.....	8
Tableau 3 : Présentation du niveau de couverture des cibles de l'enquête	19
Tableau 4 : Répartition (en effectif et en %) des enquêtés selon quelques caractéristiques socio-démographiques.....	20
Tableau 5 : Répartition (en effectif et en %) des enquêtés selon la profession.....	20
Total 6 : Répartition (en %) des enquêtés selon la profession, le groupe d'âge et la commune	21
Tableau 7 : Nombre de conflits enregistrés selon la commune	30
Tableau 8 : Synthèse des indicateurs	Erreur ! Signet non défini.

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition (en %) des personnes enquêtées selon le sexe et la commune	19
Graphique 2 : Répartition (en %) des enquêtés selon qu'ils affirment l'existence des mécanismes endogènes de résolution de conflits et la commune	Erreur ! Signet non défini.
Graphique 3 : Répartition (en %) des enquêtés selon que les conflits inter/intra religieux/communautaires ont été prévenus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes et la commune.....	33
Graphique 4 : Répartition (en %) des associations selon le type et la commune	45
Graphique 5 : Répartition (en %) des associations selon le nombre d'années d'expérience dans le domaine de la promotion de la paix et le dialogue communautaire	51

SIGLES ET ACRONYMES

CAP: Connaissances, Attitudes et Pratiques

CAPI: *Computer Assisted Personal Interviews*

CM²: Cours Moyen Deuxième Année

COVID-19 : *Corona Virus Disease (year) 2019*

CPC : *Cellules de Participation Citoyenne*

CSPro: *Census and Survey Processing System*

EDUCO: *Fundación Educación y Cooperación*

EEl: Engin Explosif Improvisé

IEC/CCC: Information Education Communication et Communication pour un Changement de Comportement

ONGs: Organisations Non Gouvernementales

PDC: Plan de développement Communal

PEV: Prévention de l'Extrémisme Violent

ReCOPE_Bàáni: Projet de renforcement des capacités des organisations de la société civile et d'appui aux initiatives de prévention de l'extrémisme violent au nord Bénin

SPSS : *Statistical Package for the Social Sciences*

TIC: Technologies de l'information et de la communication

TPI : Tribunal de Première Instance

UNDP: *United Nations Development Program*

UNOCA : *United Nations Office for Central Africa*

UNOWAS: *United Nations Office for West African States*

VBG: *Violences Basées sur le Genre*

I. INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

Le Projet de renforcement des capacités des organisations de la société civile et d'appui aux initiatives de prévention de l'extrémisme violent au nord Bénin (ReCOPE_Bàáni) s'inscrit dans une approche holistique et communautaire. Il vise à contribuer à la prévention de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin les plus exposées à travers la promotion de la cohésion sociale, la culture du dialogue et la consolidation de la paix.

Le Bénin est de plus en plus menacé ces dernières années par le terrorisme. En effet, depuis la montée des groupes terroristes dans les régions frontalières, des risques d'expansion au Bénin ont été identifiés. Malanville, Sègbana, Karimama et Banikoara au Nord semblent être les communes les plus exposées, du fait de leur situation géographique et leurs réalités socio-économiques. Depuis 2019, des actes terroristes ont été enregistrés. On peut à titre d'exemple noter l'enlèvement intervenu dans le parc W (Mai 2019), l'attaque à l'aide d'un Engin Explosif Improvisé (EEI) dans le parc W (Déc 2021), et celles des commissariats de Monsey (Avril 2022) et de Dassari à Matéri (juin 2022). La première attaque meurtrière connue dans le département de l'Alibori remonte à décembre 2021, où deux soldats avaient été tués dans une localité proche de la frontière avec le Burkina Faso. A ces menaces imminentes viennent s'ajouter les risques apparents de distension et de division au sein de certaines communautés du fait de l'influence de certains leaders religieux qualifiés qui font des prêches discriminatoires et violents ; lesquels portent atteinte au principe de la laïcité et effritent la cohésion sociale. De même, les communes cibles du projet sont exposées comme la plupart des autres communes voisines à de nombreux et récurrents conflits communautaires comme les conflits entre agriculteurs et éleveurs, les conflits entre autochtones et étrangers, les conflits fonciers liés au non respects des limites frontalières entre champs, entre villages ou entre le Bénin et le Nigeria. Ces conflits divers entraînent de plus en plus la radicalisation des protagonistes et deviennent de plus en plus des conflits armés et meurtriers. Une telle situation fait craindre une radicalisation des acteurs et la création de terreaux fertiles à une implantation des acteurs d'extrémistes violents dans les communes à travers des dynamiques d'instrumentalisations desdits conflits communautaires.

C'est dans ce contexte que veut s'implanter la présente initiative de la Fondation Educo intitulée « **Projet de Renforcement des Capacités des Organisations de la société civile et d'appui aux initiatives de Prévention de l'Extrémisme violent au Nord du Bénin (ReCOPE_Bàáni)** ». Le projet entend apporter une réponse préventive à cette problématique à travers le renforcement de la participation et l'implication coordonnées des acteurs de la société civile dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

En prélude à la mise en œuvre de ce projet, il a été commandité une mission d'étude de base. La phase de collecte de donnée de cette mission a été réalisée du 23 mai au 1^{er} juin 2023. Cette mission intervient dans le cadre de la mise en œuvre de cette initiative et consacre l'étude sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques (CAP) en matière de promotion de la paix et de renforcement de la cohésion sociale pour la prévention de l'extrémisme violent. Elle vise également à établir la ligne de référence du projet. À terme, les résultats de cette étude présentés dans ce rapport seront exploités par la Fondation Educo Bénin et ses partenaires pour combler les besoins d'informations nécessaires à la définition des activités d'IEC/CCC et à la détermination des valeurs de référence des indicateurs du projet. La finalité de tout cela est d'adapter la stratégie d'implémentation du projet aux réalités contextuelles des communes de Malanville et de Sègbana.

1.2 Objectifs de l'étude

□ Objectif général

De façon générale cette étude permettra d'établir la ligne de base du projet d'une part, et d'évaluer les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) des populations des communes d'intervention sur la promotion de la paix et le renforcement de la cohésion sociale pour prévenir l'extrémisme violent d'autre part.

□ Objectifs spécifiques

De façon spécifique, cette étude permettra de :

- Mesurer le niveau d'information et de connaissances des communautés cibles sur la thématique de l'extrémisme violent, les stratégies de promotion de la paix, la cohésion sociale et les autres thématiques connexes ; couvertes ;
- Apprécier les attitudes et les pratiques des populations bénéficiaires du projet sur la promotion du dialogue (inter/intracommunautaire, inter/intra religieux), la paix, le renforcement de la cohésion sociale et les autres thématiques connexes couvertes ;
- Déterminer et apprécier les approches (sources, réseaux, moyens) communautaires d'identification des jeunes à risques et les facteurs de radicalisation ;
- Identifier les communautés vulnérables les plus exposées aux risques de radicalisation ;
- Identifier les atouts et les faiblesses de l'implication des associations locales de jeunes, de femmes et de leaders religieux dans les activités de promotion de la paix et du dialogue communautaire ;
- Faire un mapping des associations locales de jeunes, de femmes et de leaders religieux et apprécier leurs capacités en termes de forces et faiblesses de leur implication dans les activités de promotion de la paix et de dialogue communautaire ;
- Déterminer les valeurs de référence des indicateurs du cadre logique : fournir le point de départ des différents indicateurs (situation avant) inscrits dans le cadre logique du projet ;
- Formuler des recommandations et orientations faisant ressortir des axes/thèmes de communication autour desquels seront bâtis les messages clés de sensibilisation et de mobilisation sociale.

II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude repose sur une approche participative impliquant toutes les parties prenantes et en particulier les enfants, adolescents et jeunes participants du projet. L'approche méthodologique mixte (qualitative et quantitative) a été privilégiée et l'étude a été menée dans l'ensemble des deux (02) communes (Malanville, Sègbana), zone d'intervention du projet. Trois phases ont marqué la mise en œuvre de cette étude.

2.1 Phase préparatoire

La phase préparatoire de la mission se décline en quatre (4) sous étapes comme suit:

2.1.1 Séance de briefing sur la mission

Au début de la mission, une réunion de cadrage a été tenue entre les consultants et le commanditaire. L'objectif de cette réunion était d'harmoniser les points de vue autour des activités à réaliser et de recueillir les attentes des parties prenantes. Elle a permis de collecter les informations qui sont nécessaires à la conduite de la mission, de remplir les formalités administratives et procéder à la validation de la démarche méthodologique dans son ensemble et du planning de la mission

d'établissement de la ligne de base du projet et d'évaluation des connaissances, attitudes et pratiques (CAP) des populations des communes d'intervention sur la promotion de la paix et le renforcement de la cohésion sociale pour prévenir l'extrémisme violent. Cette séance s'est soldée par la production du rapport de démarrage de la mission.

2.1.2 *La Revue documentaire :*

En vue de mieux préparer la phase de la collecte des informations, une analyse des données secondaires a été effectuée. Elle a consisté à consulter les documents du projet notamment les termes de référence de la mission et le cadre logique, les Plans de développement des communes (PDC) cibles ainsi que leurs monographies. Elle a permis de s'informer et d'analyser les différents indicateurs du cadre logique du projet, de disposer des informations sur les populations des communes d'intervention du projet ainsi que des problèmes de développement et de sécurité auxquels elles sont confrontées. La documentation a permis également d'appréhender le contexte global du département de l'Alibori et du Nord Bénin en matière d'extrémisme violent.

2.1.3 *Élaboration et validation de la note méthodologique détaillée, des outils de collecte, du canevas du rapport d'analyse des données*

Sur la base des échanges réalisés avec l'équipe de Educo, la note méthodologique détaillée reprenant l'échantillonnage, la méthodologie et les outils de collecte ont été précisés et finalisés.

- a) Échantillonnage
 Population cible

L'enquête a concerné principalement les individus âgés de 10 ans et plus identifiés dans les communes de Malanville et de Sègbana.

- Détermination de la taille de l'échantillon**

L'objectif global de cette étude est d'établir une situation de référence en proposant des valeurs (qualitatives et quantitatives) de référence pour les indicateurs d'impact, d'effets et de résultats conformément au cadre logique du projet. À la lecture du cadre des indicateurs, on comprend que les indicateurs quantitatifs à renseigner sont des pourcentages. L'échantillonnage varie selon la cible à atteindre.

Dans cette optique, il a été utilisé la formule donnant la taille de l'échantillon pour l'estimation d'une proportion :

$$n = \frac{z^2 * p(1 - p)}{e^2}$$

où :

n=taille de l'échantillon

p=proportion de la variable d'intérêt. Il s'agit par exemple du pourcentage de la population susceptible de parler des questions de sécurité dans les départements du Borgou et de la Donga. En l'absence d'un p, et pour avoir un échantillon de taille maximale, nous prenons p=0,50)

z= nombre d'écarts standard d'une proportion donnée par rapport à la moyenne (pour un niveau de confiance de 95 %, z = 1.96).

e= marge d'erreur tolérée ou la précision souhaitée que nous prenons égale à 5 %. Il s'agit de la déviation positive ou négative que l'on permet sur le résultat d'un sondage. C'est également le pourcentage indiquant dans quelle mesure les résultats de l'enquête sont susceptibles de refléter l'opinion de la population globale des bénéficiaires directs du projet. Elle est fixée à 8 %.

	n	z ²	p	1-P	d ²	k
Ensemble des deux communes	150	3.842	0.5	0.50	0.0064	1
TOTAL	150					

La formule a permis d'obtenir **n= 150**. Avec cette taille de l'échantillon, les indicateurs calculés seront significatifs pour l'ensemble des deux communes.

□ Procédure d'échantillonnage

Afin d'obtenir des résultats statistiquement acceptables et exploitables par le projet, la technique d'échantillonnage stratifié à 02 degrés a été utilisée, ainsi qu'il suit :

- Au premier degré il a été tiré 15 % des villages cibles du projet pour l'ensemble des deux communes. Cet effectif de village a été réparti sur les deux communes en fonction du poids du nombre de villages cibles dans chaque commune. Une fois le nombre de villages connu, il a été choisi dans chaque commune les villages les plus exposés au phénomène de l'extrémisme violent. Le choix des villages a été fait tout en évitant la concentration géographique de l'échantillon ;
- Au second degré, et considérant le village et la plus petite aire d'investigation, il a été tiré dans chaque village un échantillon de 10 individus, chefs de ménage, son représentant ou toute personne susceptible de fournir des informations sur la sécurité dans le village. Dans chaque village échantillonné, on a procédé d'abord à un listing des ménages disponibles et de tout autre personne pouvant fournir des informations sur la sécurité dans le village.

La base de sondage est donc constituée des individus figurant sur ces listes. Elles ont été numérotées de 1 à n au niveau de chaque village. Ensuite, un entier naturel d compris entre 1 et r a été choisi de manière aléatoire. L'individu dont le numéro correspond à d a été le premier à être enquêté. Pour sélectionner les autres ménages, il a suffi d'ajouter à d, la raison de sondage r : les individus choisis sont ceux dont les numéros correspondent à : d, d+r, d+2r, d+3r, d+4r, d+5r, etc.

Tableau 1 : Synthèse de l'échantillonnage

	Nombre de villages cibles	Nombre de villages à enquêter pour l'ensemble des deux communes	Poids	Nombre de villages à enquêter	Nombre de d'individus à enquêter	Effectif à enquêter (arrondi)
Malanville	58		0.59	9	87	90
Segbana	40		0.41	6	60	60
Total	98	15	1.00	15	147	150

Ainsi, neuf (9) villages ont été ciblés dans la commune de Malanville et 6 dans celui de Sègbana. Dans chacun de ces villages il était attendu que dix (10) questionnaires soient administrés pour ce qui concerne la collecte des données quantitatives. Toutefois, le nombre de villages et de l'effectif à enquêter qui devraient être investigués ont cru pour assurer davantage l'éparpillement de l'échantillon. Quant aux données qualitatives, il a été prévu d'interroger au moins deux (2) personnes ressources sur les thématiques qualitatives de l'étude.

La liste des villages ainsi parcourus se présente comme suit dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Récapitulatif des villages enquêtés par communes

Commune	Arrondissement	Village/Quartier de ville
MALANVILLE	GAROU	GAROU-BÉRI
	GAROU	KAMBOUWO-TOUNGA

Tableau 2 : Récapitulatif des villages enquêtés par communes

Commune	Arrondissement	Village/Quartier de ville
	GUENE	BOÏFFO
	GUENE	GUÉNÉ-GUIDIGO
	MADECALI	KASSA
	MADECALI	MADÉCALI FADA
	TOUMBOUTOU	MOLLA
	TOUMBOUTOU	TOUMBOUTOU
	MALANVILLE	KOTCHI
	MALANVILLE	TASSI-TÉDJI
	MALANVILLE	WOURO-YESSO
SEGBANA	LIBANTE	KOUTÉ
	LIBANTE	LIBANTÈ
	LIBOUSSOU	TOUNGA-ISSA
	LIBOUSSOU	WARANZI
	LOUGOU	ZONZI
	SOKOTINDJI	TCHAKAMA
	SEGBANA	BATAZI
	SEGBANA	LIMAFRANI
	SEGBANA	MAFOUTA-WAASSARÈ

Source : Données de Terrain (mai 2023)

2.1.4 Outils de collecte des données

Les documents suivants ont été conçus par le Consultant et validés par le commanditaire. Ils ont servi à la collecte des données sur le terrain. Il s'agit de :

- Une fiche de recensement des associations ;
- Un questionnaire individuel administré aux individus âgés de 10 ans et plus¹ ;
- Un guide d'entretien avec les apprenants des écoles des villages identifiés pour la collecte.

2.1.5 Formation du personnel de terrain et pré-test des outils

L'équipe de consultants a réalisé une formation sur la conduite de la mission de collecte de données, au profit des agents enquêteurs. Il faut noter que, les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la propagation du COVID-19 ont été rigoureusement observées lors de la session de formation. La formation du personnel de terrain a revêtu deux aspects : (i) la maîtrise des outils de collecte sur papier et (ii) la maîtrise des masques de saisie sur smartphones/Androids : utilisation des smartphones/Androids. La formation a duré deux (02) jours, les 23 et 24 mai 2023 et a lieu en ligne.

■ Pré-test des outils

Le pré-test a lieu le 24 mai 2023 et a permis de tester les outils de collecte pour apprécier tout le processus de collecte allant de la durée des interviews/saisie au fonctionnement des équipes et à la planification du matériel et des ressources humaines. Les observations issues du pré-test ont permis d'améliorer la clarté et la cohérence des questionnaires et du guide d'entretien. La collecte des données a duré sept (07) jours dans l'ensemble des deux (02) communes.

¹ La tranche d'âge de départ des personnes à inclure n'a pas été communiquée par le commanditaire. Par expérience, de plus en plus d'indicateurs d'opinions prévoient d'inclure ou incluent les déclarations de personnes âgées de 10 ans et plus. Cependant la norme pour les enquêtes démographiques est de cibler les individus de 15 ans et plus. Toutefois compte tenu des cibles privilégiées de ces interventions, le commanditaire recommande la prise en compte des enfants. C'est dans cette perspective que nous proposons la tranche d'âge de 10 ans et plus, âge requis selon les Droits des Enfants, pour enquêter des cibles incluant des enfants et adolescents.

2.2 Phase de collecte de données

C'est la phase de la collecte des données auprès des différentes cibles. À cette phase, il a été utilisé le questionnaire individuel, la fiche de recensement des associations et le guide d'entretien. Dans le souci de disposer dans un bref délai d'une base de qualité, nous avons procédé par une collecte digitalisée au moyen d'un système d'interview assisté par ordinateur (CAPI : Computer Assisted Personal Interviews). Le logiciel CPro² a été utilisé et a permis de réaliser directement les interviews à partir des Smartphones sur lesquelles ont été incorporés le **questionnaire individuel et la fiche de recensement**.

Pour s'assurer d'une bonne qualité des données, certaines fonctionnalités ont été implantées au niveau des applications de collecte notamment les limites de plage et les filtres. Pendant toute la durée de la collecte, un dispositif de contrôle de qualité des données, à travers le suivi de certains indicateurs clés, a été effectué à partir de la plate-forme de la collecte (**Dropbox**) étant donné que les données sont synchronisées au fur et à mesure (cf. **CPro User's Guide, Version 7.7.3, Pg 180**). Les erreurs détectées à l'occasion de ces contrôles étaient systématiquement partagées avec les équipes de terrain via WhatsApp, à l'occasion de la mission de supervision technique et par contact téléphonique permanent. La vérification de la cohérence interne des données saisies et l'apurement final de l'ensemble des données ont été réalisés.

Pour ce qui est de la collecte des données qualitatives, elle a été réalisée grâce à des entretiens avec les différentes parties prenantes, les autorités locales, les leaders religieux, les responsables d'associations etc, des communes ciblées par l'étude.

2.3 Phase de traitement et d'analyse des données

L'application utilisée pour la collecte des données est le logiciel CPro pour le questionnaire individuel et la fiche de recensement. Le traitement et l'analyse des données comprennent l'apurement de la base et le calcul des indicateurs-clés. Les analyses statistiques ont été effectuées avec le logiciel SPSS. Le tableur excel a été utilisé pour le formatage des tableaux et la réalisation des graphiques.

Quant aux données qualitatives, elles ont été dans un premier temps, saisies au moyen de logiciel de traitement de texte (Word). Ensuite elles ont été traitées selon la méthode d'analyse du contenu du discours, puis synthétisées afin de présenter les tendances globales dans la zone d'étude.

2.4 Phase d'élaboration du rapport

Le rapport provisoire a été élaboré sur la base des données recueillies sur le terrain. Il a été rédigé en français et soumis au commanditaire de l'étude. Il sera amendé, corrigé et présenté pour validation lors d'un atelier interne à organiser par le commanditaire.

III. PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DE L'ÉTUDE

3.1 Présentation du contexte sécuritaire de la zone d'intervention du projet

Les communes d'intervention du projet présentent des risques de radicalisation et sont exposées aux menaces venant de l'intérieur comme de l'extérieur. En effet, d'une part, l'on y enregistre des sentiments de frustrations, d'exclusion et d'abandon que nourrissent certains citoyens qui subissent diverses formes de discriminations dans ces communes ; d'autre part la

² CPro est une suite de logiciels pour le traitement des données des recensements et des enquêtes qui comprend des modules de collecte, d'apurement, de tabulation et de diffusion de données. CPro peut être utilisé à la fois pour la collecte traditionnelle "PAPI" (paper and pencil interview) ainsi que pour la collecte numérique "CAPI" (computer aided personal interview). Dans le cadre de cette mission, nous avons utilisé les appareils mobiles avec la méthode "CAPI, c'est-à-dire les appareils Androids avec CSEntry.

porosité des frontières communes avec des pays déjà touchés, la proximité sociale, culturelle et culturelle entre ressortissants des différents pays occasionnent des interactions diffuses et difficiles à contrôler par l'Etat. Dans un tel contexte, de potentielles attaques terroristes ciblées sur le territoire béninois à partir de ces communes restent une menace plausible. Aussi, ces communes constituent-elles pour les groupes extrémistes violents à la fois une base arrière pour préparer les attaques, notamment à l'intérieur du parc W et de la forêt classée dans la zone frontalière entre le Nigeria et la commune de Sègbana, une source ou zone de transit pour alimenter une économie criminelle, le financement et le transport de la logistique terroriste (Kwarkye, 2020). Ce péril des groupes armés qui pèse sur les communes d'intervention du projet et sur l'ensemble du département de l'Alibori vient accentuer la dégradation du niveau sécuritaire. Cela appelle donc à l'élaboration de stratégies et de plan d'action qui, d'une part, mettront les populations au centre de la lutte contre l'insécurité et d'autre part promouvoir une collaboration transfrontalière dans cette lutte.

3.2 La dynamique foncière dans les deux communes visitées : entre accumulation de frustrations et menaces sur la cohabitation pacifique entre les communautés

Les conflits fonciers sont prégnants et préoccupants dans les deux (02) communes investiguées mais à des degrés divers. Ils opposent les présumés autochtones entre eux (conflits intra et interfamiliaux) d'une part, et les premiers occupants et ceux qui se sont installés après, d'autre part.

Le foncier rural : objet de stratégies d'extension des terres cultivables

Dans les zones de grande production agricole (comme Banikoara, Kandi, Malanville, Sègbana, pour ne citer que celles-là), la nature extensive des cultures due à la dégradation continue des sols, la pression démographique et les effets des bouleversements climatiques contraignent les producteurs à développer des stratégies d'expansion des superficies. C'est le premier facteur des conflits fonciers.

A cela s'ajoutent, comme deuxième cause de conflits, les ouvriers agricoles (notamment les populations migrantes originaires des Départements de l'Atacora et de la Donga, mais aussi celles venant du Burkina Faso et du Nigéria) qu'on retrouve presque partout dans les localités visitées et qui, après une longue durée de séjour et d'exploitation d'un domaine, tentent d'exproprier les terres des premiers occupants. C'est par exemple le cas des *Kambari* installés depuis une dizaine d'années sur les terres de la commune de Sègbana qui constituent un groupe socioculturel provenant du Nigéria et considéré comme des agriculteurs très laborieux et détenteurs de pouvoir mystique pour accroître les rendements de la terre, mais aussi comme de grands destructeurs de l'environnement et vivant isolés dans les fermes. Leurs rapports à leurs hôtes agriculteurs autour du foncier sont très tendus au point où ils en viennent à requérir l'arbitrage du tribunal de Kandi.

Encadré 1 : Conflit foncier entre agriculteurs Boo de Libantè (Sègbana) et Kambari du Nigéria

Les investigations dans la Commune de Sègbana ont mis en relief des situations qui risquent de radicaliser les positions. Il s'agit principalement du **déguerpissement amorcé des populations riveraines de la forêt classée des Trois Rivières qui opposent les forces de sécurité et de défense aux agriculteurs riverains** mais surtout des **rapports tendus entre populations (Boo de Libantè) et Kambari**.

En effet, les rapports des Kambari à leurs hôtes agriculteurs autour du foncier sont très tendus. Selon les populations agricoles unies autour des responsables des groupements de producteurs, les kambari jouissent de la bénédiction et du soutien des chefs traditionnels locaux et de certains élus à qui ils donnent des vivres et de l'argent après leurs récoltes, et qui les soutiendraient en retour contre les leurs. La situation est vécue comme une injustice par les agriculteurs boos ; car dans les démarches de règlement de cette affaire, il semblerait, selon les populations locales, que toutes les instances de recours tranchent en faveur des Kambari qui sont confortablement installés sur les terres de Libantè, au moment où on demande aux producteurs de quitter la forêt.

Au niveau des officiels (élus locaux, Police républicaine, Chefs traditionnels), le discours n'est pas le même. Pour eux, il est difficile de faire déguerpir des gens qui sont installés depuis plus d'une trentaine d'années, même si c'est sur des terres qui ne leur appartiennent pas. En plus, contrairement à la perception négative que les populations ont des Kambari, les Chefs traditionnels estiment qu'ils vivent paisiblement et en harmonie avec les autochtones.

Plusieurs tentatives de règlement amiable de la situation n'ont pas connu de succès. En effet, les en 2017, les producteurs de Libantè se seraient livrés à l'occupation des terres nettoyées par les Kambari pour la saison. Ils sont allés semer sur les terrains mis au propre par les Kambari. Cela a naturellement dégénéré. L'autorité du tribunal d'alors avait suggéré aux protagonistes d'engager des négociations. Les agriculteurs n'ont pas accepté cette proposition et ont souhaité faire partir immédiatement et de force les Kambari.

Pour ce faire, il a été demandé de faire le recensement de tous les riverains et parmi eux, ceux qui ont accepté de ne plus retourner dans la forêt. Après le recensement, il est demandé à ceux qui étaient déjà installés sur ces terres aux côtés des Kambari de rétrocéder dans un élan de solidarité, une partie de leurs superficies afin que les déguerpis puissent s'installer. Selon l'autorité judiciaire, le Roi de Ségbana a même proposé de recaser ces déguerpis sur d'autres terres. Mais, les producteurs ont décliné l'offre royale insistant sur la récupération des terres sur lesquelles sont installés les Kambari. « *Ce sont les terres de nos aïeux* » nous a martelé un groupe de producteurs visiblement révoltés par les issues du règlement du conflit qui les oppose aux Kambari, « *pourquoi est-ce qu'on permettra à des étrangers de nous les prendre ? Si ce n'est pas de l'injustice et de la corruption, comment comprendre que nos propres autorités prennent parti pour des étrangers alors que nous, on ne peut jamais le faire chez eux. En tout cas, si le tribunal ne règle pas cette affaire, on verra comment procéder, mais on ne se laissera jamais faire* ». (Extrait d'entretien avec un agriculteur e Libantè).

En clair, on note dans les propos des agriculteurs de Libantè un sentiment d'injustice, de frustration et de radicalisation. S'il y avait déjà eu un premier affrontement entre les Kambari et le Président GV qui a valu à ce dernier une privation temporaire de liberté, il est à craindre qu'après la décision du Tribunal, la situation ne dégénère en actes de violence.

Ici aussi, comme dans le cas des conflits entre agriculteurs et éleveurs, on peut craindre une possible récupération de ce conflit par les entrepreneurs de violence. Ceux-ci de par leur origine sont socialement plus proches de certains groupes socioculturels à savoir les Kanuri impliqués dans les actes terroristes de Boko Haram. Cette proximité sociale peut être un moyen et un motif de pénétration de Boko Haram sur les arènes conflictuelles dans la région de Ségbana autour de l'accès à la terre qui devient désormais une ressource hautement stratégique pour les différents groupes protagonistes.

Par ailleurs, à Malanville, une commune à forte activité économiques c'est à juste titre que les conquêtes des terres arables engendrent des conflits fonciers à l'occasion desquels l'on enregistre des pertes en vies humaines par des actes de violence ou attribuées à des envoûtements³ à l'aide de pratiques occultes. Aussi, le développement des cultures maraîchères à Malanville pousse les producteurs dans une course effrénée de recherche de

³ C'est-à-dire par empoisonnement à l'aide de pouvoir mystique

terre à emblaver. Ce qui engendre des conflits ou des remises en causes de contrats anciens de don de terre entre familles.

Le troisième facteur pouvant conduire à la radicalisation et à l'extrémisme violent concerne les conflits liés aux délimitations des communes à l'intérieur du Bénin. Pour certaines autorités communales, ces conflits sont tout aussi inquiétants que la forte islamisation de certaines localités. Dans ce contexte, la commune de Malanville gère ces genres de conflits avec la commune de Kariamama et celle de Sègbana a les mêmes problèmes avec Kalalé et Kandi. Ces conflits sous veilles peuvent dégénérer à et aboutir à des violences⁴. Les conflits autour des limites entre deux communes sont un prolongement des conflits fonciers entre groupes socioprofessionnels ou socioculturels et peuvent également déboucher sur la radicalisation des populations décidées à résoudre ce problème à leur manière et par la violence.

Achat massif des parcelles dans le chef-lieu de la commune de Banikoara par les migrants comme facteur de radicalisation

Ce point rejoint les sections précédentes et pose la problématique de la gestion foncière dans les communes visitées à l'heure de la décentralisation où l'on assiste à un empilement institutionnel dans les modes de régulation foncière, engendrant du coup diverses contradictions.

Dans les deux communes, la gestion du foncier a atteint un niveau préoccupant. On peut craindre, au regard de la récurrence des situations conflictuelles issues de l'achat massif des parcelles des migrants venus des pays voisins du Bénin, et de l'accumulation des frustrations issues de leurs règlements, des radicalisations de position, selon quelques fonctionnaires locaux et agents de la Mairie. Selon les populations autochtones, on assisterait à une « colonisation foncière » dont les groupes socioculturels : *Gourmantché, Ibo, Zarma, Yorouba et Haoussas* sont considérés comme les auteurs. Il semble qu'ils fassent usage de tous les recours en la matière en complicité avec des autorités locales et traditionnelles qui en tireraient profit. Les effets de ces tribulations foncières peuvent être observés dans les dynamiques d'ethnisation de l'occupation de l'espace (existence de quartiers dédiés aux *Yoruba, aux Zarma, aux Haoussas, etc.*). Ceux-ci par les jeux des alliances matrimoniales et l'acquisition des terres par achats s'établissent définitivement dans les quartiers et rivalisent dans les accès au foncier avec les autochtones. En raison de leur pouvoir d'achat élevé et de la forte marchandisation du foncier, ils finissent par prendre le dessus. De l'avis des interlocuteurs, par leur pouvoir économique, ces communautés de migrants dominant et contrôlent l'essentiel des circuits d'accès au foncier. Ils sont présents dans les principaux secteurs de la vie économique des communes : constructions de nombreuses maisons mises en location, propriétaires de la plupart des grandes boutiques et buvettes-restaurants-auberges de la commune, ce sont eux qui constituent le groupe des gros commerçants voyageant régulièrement vers Parakou, Cotonou, Lomé, Malanville, Burkina Faso, Nigéria, etc.

Cette situation dans laquelle les autochtones propriétaires terriens voient de l'injustice et un parti pris des autorités locales, engendre de nombreuses frustrations. Ils tiennent des discours mitigés oscillant entre la résignation, mais beaucoup plus vers la révolte. Ces discours sont de

plus en plus récurrents et largement partagés dans les communes par la communauté des agriculteurs et se radicalisent progressivement au point où des voix ruminent l'interdiction des ventes de parcelles aux étrangers. Selon certains jeunes autochtones interrogés :

Ces situations sont considérées localement comme humiliantes pour certains autochtones. En effet, ces derniers pensent que les autorités traditionnelles donnent des cautions à ces comportements de ceux qu'ils considèrent comme des étrangers à travers :

- 1) les intronisations des chefs de communautés étrangères : en effet les chefs traditionnels qui sont chargés d'introniser et de légitimer ces chefs de communautés développent des discours qui se fondent sur la cohabitation pacifique avec les voisins et sur le développement d'une localité basé sur la présence et l'apport des étrangers (selon un vieil adage baatonu en effet : « une localité sans présence étrangère reste renfermée sur elle-même et ne se développe jamais ». Ces discours des autorités traditionnelles et politico-administratives sont considérés par une partie des autochtones comme une forme de valorisation et de renforcement de la position des allochtones. Mais ils représentent aussi pour les allochtones une légitimation de leur présence.
- 2) le parrainage et le cautionnement moral par certains chefs traditionnels au profit des migrants pour acquérir des terres de cultures : nous avons déjà évoqué le cas de Ségbana où les Rois de Ségbana-centre et de Libantè ainsi que certains dignitaires et élus locaux et municipaux sont accusés par les propriétaires terriens de prôner une cohabitation pacifique avec le groupe socioculturel *Kambari* en dépit de son élan expansionniste dans l'occupation des terres arables, parfois au détriment des populations locales anciennement exploitantes de ces terres et qui sont sous le coup d'opérations de déguerpissement de la forêt des trois rivières.
- 3) les migrants de leur côté expliquent ces discours des autochtones par la jalousie qui amène ces derniers à se comporter comme tels envers eux.

Même si les ambitions sont atténuées pour le moment par la peur d'avoir affaire aux tribunaux (En effet : « Aller au tribunal » fait peur à tout producteur de l'Alibori) et par la crainte d'être envoûté, il n'en demeure pas moins que ce sont des situations qui perdurent par accumulation de frustrations successives provenant des instances-mêmes de régulation de ces conflits. En la matière et dans de tels contextes, lorsque les voies de recours sont délégitimées à cause de leurs difficultés à prendre des décisions consensuelles, les parties qui s'estiment lésées radicalisent progressivement leur position et finissent par recourir à la violence pour se rendre justice. Il est surtout à craindre ici l'exacerbation des sentiments de xénophobie susceptible d'être exploitée par les entrepreneurs de violence, pour solliciter leur adhésion aux idéaux qu'ils prônent.

Au demeurant, on peut retenir que la question foncière dans le contexte de la décentralisation retrouve une place importante dans les économies locales et est objet de plusieurs dynamiques. Les relations de propriété foncière distribuent les biens tout autant qu'elles construisent des identités individuelles et collectives (autochtones versus allochtones ou allogènes) (Hann, 1998, p. 5). Cette importance est d'autant plus marquée que nous sommes

dans un contexte nouveau où se manifeste une dialectique complexe entre des tendances à la déterritorialisation et à la marchandisation de la terre, la montée du souci environnemental et l'affirmation renouvelée des appartenances et des identités (Gudeman, 2001, pp. 144-163) se caractérisant dans le cas des communes de l'Alibori par exemple, à travers la délimitation/érection de quartiers dédiés à des groupes particuliers (migrants, autochtones, ou *Ibos*, *Haoussa*, *Djerma*, etc.). Dans ce nouveau contexte, il se produit de fréquentes situations d'accès à la terre sans droit (la terre peut être acquise grâce au pouvoir d'argent, aux affinités politiques, etc.) ou de droit sans accès à la terre (beaucoup de propriétaires terriens n'ont plus de terre soit parce qu'ils n'ont pas pu résister à l'appât financier, soit parce qu'ils en sont dépossédés par des transactions à la limite de la légalité ou par des rivalités familiales) (Ribot, 2009). Dans ces conflits d'acquisition/dépossession de la terre, la légitimité des autorités à « dire le droit » ou à « faire la paix » varie selon les contextes, les acteurs impliqués et l'appréciation qu'en ont ces derniers (Hagberg, 1998; Lund, 2002). Ainsi, le jeu des appartenances (ethniques, politiques, familiales, etc.) occupe une place centrale dans la négociation des droits, des accès et des autorités.

La régulation de ce jeu se fait évidemment sur fond de marchandisation et selon les capacités financières des protagonistes à supporter les coûts des modes de résolution des conflits éventuellement empruntés.

3.3 Les conflits religieux

L'approche religion-centrée des analyses sur la radicalisation et l'extrémisme violent à reconsidérer

Lorsqu'on évoque la question de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest, les projecteurs sont instantanément orientés vers des groupes organisés généralement (mais pas toujours) à connotation religieuse. Toutefois, dans la zone d'étude, loin d'être une cause principale de la radicalisation, la religion apparaît plus comme une opportunité ou un facteur porteur de radicalisation. Autrement dit, les diverses religiosités se manifestent dans des contextes locaux dominés par des potentiels terreaux fertiles à la radicalisation et à l'extrémisme violent qui sont principalement de nature sociale (iniquité ou injustice dans le partage de la prospérité nationale, dans l'accès aux biens et services publics, etc.), socio-économique (agropastorale et foncière), sécuritaire (sécurisation des zones frontalières et du Parc W : braconnage et transhumance transfrontaliers, braquages, kidnapping/enlèvements, et accès facile et usage répandu des stupéfiants et des armes) et politique. Certains sont transversaux et d'autres spécifiques aux localités en fonction de la configuration sociale, de la qualité de la gouvernance, de la position géographique et du potentiel économique et démographique de chaque milieu.

Cela ne sous-entend pas que les sources religieuses n'ont pas de pertinence pour le cas de ces communes d'intervention de EDUCO ou qu'il n'y a aucun risque de débordements ou de contagion par ces mouvements. Cela signifie plutôt que la religion n'est pas une cause directe de la radicalisation. Mais, il se fait aussi que dans ces communes, on enregistre des frustrations dont les origines sont d'ordre social, économique, culturel, politique, territorial, etc., mais qui

utilise le cadre religieux comme moyen d'expression. C'est pour cette raison que l'un des intérêts de la présente étude est d'examiner les conditions ou les mécanismes par lesquels la religion peut être un refuge ou un terreau pour les radicaux et les extrémistes.

Les conflits intra-religieux : des bombes à retardement

Les conflits religieux ont été évoqués dans les deux communes. Les principales religions en présence dans ces communes sont l'islam (majoritairement), le christianisme (avec tous les courants afférents) et la religion traditionnelle. Si ces différentes religions cohabitent presque pacifiquement au moment des enquêtes⁵, il est à déplorer les tensions intra religieuses au sein de la communauté musulmane beaucoup plus prégnantes dans les centres urbains de ces communes, occasionnant des situations de radicalisation surtout dans le camp des *Izaala*. Ce conflit concerne en général deux grands courants : le courant des *tidjaniyya* et celui des *salafistes/Izaala* : le premier regroupe les fidèles de l'Islam ancien et traditionnel imprégné des cultures locales des fidèles ; le second courant quant à lui est constitué de fidèles d'un Islam récent, ayant fréquenté les grandes écoles modernes dont la plupart proviennent des pays arabes. Ils se considèrent comme des élites. Ce qui traduit une certaine dualité tradition-modernisme autour des pratiques et des heures de prières, mais avec des argumentaires idéologiques virulents et contradictoires.

A Ségbana comme à Malanville, les conflits intra religieux sont plus prononcés entre les adeptes du courant *tidjaniyya* anciennement installés et les *Izaala* dont l'émergence a été rendue possible avec le retour d'une nouvelle génération d'élites musulmanes ayant étudié dans les pays du Golfe et soutenus financièrement par ceux-ci pour la construction des mosquées, des infrastructures socio-communautaires et la réalisation des œuvres sociales. Ils se manifestent par des affrontements (verbal et physique) entraînant des fermetures de mosquées, des procès au tribunal, des contestations de légitimité, des destitutions/intronisation d'Imams, etc.

Les conflits naissent généralement des attaques verbales tendant à déprécier les pratiques religieuses des courants adverses à l'occasion des prêches qui appellent à la violence.

Les conflits entre ces deux courants (*tidjaniyya* et *Izaala*) sont principalement sous-tendus par une sorte de rivalité entretenue. Les *Tidjaniyya* anciennement présents perdraient progressivement du terrain au profit des *Izaala*. Ensuite, survient le faible pouvoir économique des *Tidjaniyya* qui ne leur permet pas de réaliser des œuvres sociales comme le font leurs rivaux avec le soutien financier des pays du Golfe. Dans ce sens, un des responsables de l'ONG « Association Paix et Solidarité » à Kandi, a au nom de son organisation, réalisé 164 puits, 19 forages et distribué 8 tonnes de riz entre 2018 et 2019 dans le département de l'Alibori.

⁵ Il faut tout de même évoquer ici les conflits entre l'islam et la religion traditionnelle (à travers la sortie des *Oro*) à Kétou. C'est une situation qui avait fait l'objet d'affrontements et de poursuites judiciaires il y a deux ans. Mais l'implication des sages, des autorités politico-administratives, des Mairies et de la Police Républicaine a abouti à des solutions apaisées. Après notre mission, la situation a encore évolué très positivement, avec au début de ce mois d'août 2019 la concrétisation des démarches de médiation entreprises depuis la crise évoquée plus haut. Un espace de dialogue a été créé pour coordonner la cohabitation pacifique entre musulmans et adeptes de Oro.

A cela s'ajoute l'interdiction par les tidjaniyya de toute tentative d'analyse comparée des livres des différents courants pour éclairer les fidèles. Ces conflits sont exacerbés par les propos injurieux que les uns profèrent à l'encontre des autres impliquant toute leur famille lors des prêches.

Le prosélytisme religieux : un contexte favorable à une intervention djihadiste

Les dissidences et les oppositions idéologiques entre les différentes confréries religieuses sont des terrains fertiles pour la radicalisation et l'extrémisme violent. C'est d'ailleurs pour cette raison que le domaine religieux est le premier domaine qui attire l'attention lorsqu'on en parle. Il faut par conséquent craindre des possibilités de survenance d'actes d'extrémisme violent favorisés par le contexte religieux conflictuel en cours dans la partie nord du Bénin (notamment à Kandi, à Malanville, et Ségbana pour ne citer que ces foyers de tension). La forte islamisation des localités avec l'émergence de nouveaux courants islamiques qui s'attaquent verbalement et continuellement est à prendre au sérieux et peut facilement être récupérée par des entrepreneurs de la violence qui peuvent y trouver un ancrage accessible et gagner du terrain. .

Le faible contrôle des flux financiers provenant des pays du Golfe et de prédicateurs extérieurs généralement hébergés par les leaders religieux locaux, l'absence d'un minimum de contrôle de la qualité des enseignants et des curricula de formation dans les centres religieux constituent des passerelles d'infiltration des personnes et des groupes malintentionnés.

- **Commune de Malanville : le développement d'un salafisme radical**

La commune de Malanville est caractérisée principalement par la coexistence des *Tidjaniyya* et des *Sounantche* appelés localement *Dan Izala* (en Haoussa) ou *Izala Izey* (en Dendi). Même si les *Izala* sont moins nombreux, ils sont une minorité qualitative en ce sens qu'ils regroupent les élites formées dans les universités et instituts modernes des pays Arabes. Ces élites sont promotrices d'ONG et engagées dans des actions humanitaires grâce aux financements obtenus des pays arabes où ils ont étudié. Leur proximité géographique, sociale et idéologique avec le Nigéria et le Niger favorise des interconnexions avec leurs homologues de ces pays. La plupart des *leaders Izala* sont d'origine nigérienne, nigériane ou malienne. L'organisation de prêches communs de part et d'autre des trois pays (Bénin, Niger, Nigéria), les invitations de prêcheurs venant de ces pays sont autant de moyens de diffusion des idéologies et des attitudes de radicalisation. La prolifération du phénomène des enfants talibés constitue un terrain fertile pour l'endoctrinement et la radicalisation. Toutefois, les autorités communales et la police républicaine ont mis en place un système de contrôle et de veille pour minimiser les risques, même si cette mesure comporte des insuffisances et n'empêche pas l'existence ou l'émergence d'acteurs sensibles (cf. cartes ci-jointe).

- **Commune de Ségbana : la proximité avec le Nigéria appelle à la vigilance**

Cette commune est à l'image de Malanville et a des proximités sociales et idéologiques avec le Nigéria. Ici, comme à Malanville, ce sont les élites salafistes minoritaires qui se font remarquer. Grâce à leur connexion avec le Nigeria et les Etats du Golfe arabo-musulman, ils

drainent des ressources importantes pour financer les infrastructures sociocommunitaires, les mosquées et les écoles coraniques.

Dans la commune, les conflits entre Izaala et Tidjaniya ont conduit à l'occupation alternée de la mosquée centrale par les deux courants. Ceci donne l'impression d'une certaine accalmie. Mais lorsqu'on se rappelle des dimensions du conflit : tentative de destitution d'Imams, tentative de destitution du Roi, multiples interventions des autorités politico-administratives et religieuses, il est légitime de penser aux risques de survenance d'une situation explosive au regard de l'effectif de plus en plus croissant des fidèles du courant Izaala.

● **Récapitulatif des situations conflictuelles dans les deux communes**

Ségbana	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits provoqués par la transhumance prennent chaque saison des proportions élevées ; les frustrations cumulées de part et d'autre laissent craindre des règlements de compte qui s'opèrent déjà dans la commune • Le conflit entre Izaala et Tidjaniya qui a conduit à l'occupation alternée de la mosquée centrale donne l'impression d'une certaine accalmie. Mais lorsqu'on se rappelle des dimensions du conflit : tentative de destitution d'Imams, tentative de destitution du Roi, multiples interventions des autorités politico-administratives et religieuses, il est légitime de penser aux risques de survenance d'une situation explosive ; l'effectif de plus en plus croissant des fidèles du courant Izaala • L'insuffisance d'infrastructures et de services publics d'intérêt général • La question des frontières expose les populations et les forces de défense et de sécurité à toutes sortes de trafics et de pratiques « criminogènes » • Les conflits fonciers prennent des proportions préoccupantes parce qu'ils mettent de plus en plus en conflit des groupes socioculturels voisins qui développent réciproquement des phobies dont les issues peuvent conduire à des actes violents (il s'agit ici des oppositions entre agriculteurs autochtones et Kambari du Nigéria)
Malanville	<ul style="list-style-type: none"> • Les frontières sont grandes ouvertes avec d'innombrables pistes/sentiers secondaires que les usagers empruntent pour mener toutes sortes de trafics de produits de contrebande et prohibés (trafics de produits prohibés, d'organes humains, d'hydrocarbures, etc.). Boko Haram étant non loin de là, les risques d'infiltration de djihadistes sont élevés ; la proximité d'avec le Nigéria, au-delà de ses avantages économiques (la récente fermeture de la frontière du Nigéria le prouve à souhait), comporte d'énormes risques, étant donné qu'il est le fief de Boko Haram et qu'il partage une très longue bande frontalière avec le Bénin. Par ailleurs la logique expansionniste du Nigeria (cela est matérialisé par les infrastructures construites sur le territoire béninois jusqu'au niveau de Madécali) à cause probablement de la densité de sa population (210 millions contre 12 millions), de la richesse de la vallée du fleuve Niger et du gisement de fer laissent craindre une éventuelle annexion de la zone par les djihadistes • Le flux des talibés et de prédicateurs de part et d'autre de la frontière bénino-nigériane ajoutés aux situations conflictuelles entre izaala et tidjaniyya principalement constituent également un facteur de risque très important ; La multiplicité des courants religieux à l'image du Nigéria voisin et l'effectif de plus en plus croissant des fidèles du courant Izaala • Les conflits fonciers constituent d'énormes risques de radicalisation et d'extrémisme violent dans la mesure où il y a déjà eu des cas de tueries entre populations de localités voisines • La transhumance crée également des dégâts de plus en plus préoccupants dans la commune de Malanville

3.4 CARACTERISTIQUES DE L'ÉCHANTILLON

3.4.1 Caractéristiques socio-démographiques

L'étude sur les connaissances, attitudes et pratiques en matière de promotion de la paix et du renforcement de la cohésion sociale pour la prévention de l'extrémisme violent dans les communes de Malanville et Sègbana couplée à la ligne de base du projet, a permis d'atteindre un effectif de 163 personnes pour la collecte des données quantitatives⁶ et 28 pour celle des données qualitatives. Le niveau de couverture des cibles de l'enquête se présente ainsi qu'il suit dans le tableau ci-après :

Tableau 3 : Présentation du niveau de couverture des cibles de l'enquête

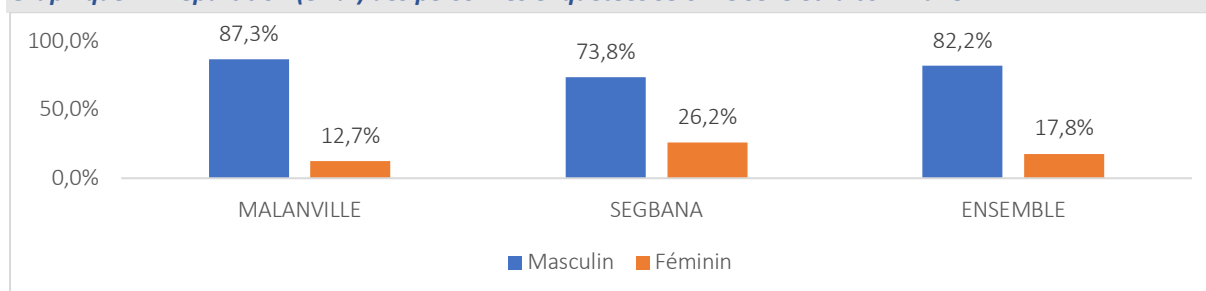
Communes	Malanville		Sègbana	
	Approches quantitatives	Approches qualitatives	Approches quantitatives	Approches qualitatives
Effectifs prévus	90	10	60	10
Effectifs couverts	102	20	61	18

Source : Données de Terrain (mai 2023)

Une répartition selon la commune montre que 102 ont été enquêtées dans la commune de Malanville soit 62,6 % et 61 personnes dans la commune de Sègbana (37,4 %).

Globalement, il y a plus d'hommes (82,2 %) que de femmes (17,8 %) qui ont participé à l'enquête. La forte participation des hommes, constatée dans l'ensemble des deux communes est plus remarquable dans la commune de Malanville (87,3 %) que dans la commune de Sègbana (73,8 %). Cette situation émane du fait que les hommes sont plus aptes à parler des questions sécuritaires dans les différentes localités où l'enquête a été menée : plusieurs femmes abordées n'ont pu s'exprimer sur la question et ont préféré nous orienter vers les hommes quand ceux-ci sont disponibles. Toutefois, un peu plus de 2 femmes sur 10, soit 26,2 % ont participé à l'enquête dans la commune de Sègbana. (**Graphique 1**).

Graphique 1 : Répartition (en %) des personnes enquêtées selon le sexe et la commune



Source : Données de terrain (mai 2023)

Pour l'enquête quantitative effectuée principalement dans les ménages, il ressort que, pour ce qui est de la religion pratiquée, plus de 9 personnes sur 10, soit 92,6 % dans l'ensemble des deux communes, pratiquent l'islam. Toutefois, cette proportion est un peu plus élevée dans la commune de Malanville (98,0 %) que dans celle de Sègbana (83,6 %). Il est à noter que l'islam est la religion la plus pratiquée dans le département de l'Alibori (81,3 %, selon RGPH4-2013).

⁶ La méthodologie décrite ci-haut et le rapport de démarrage indiquent la base des calculs ayant permis d'obtenir cet échantillon.

Globalement, près de 2 personnes sur 10, n'ont aucun niveau (16,0 %) et dans les mêmes proportions 17,8 % sont alphabétisées, ont fréquenté l'école coranique (17,8 %) ou ont un niveau de l'école primaire (17,8 %). La proportion des personnes n'ayant aucun niveau est moins élevée dans la commune de Malanville (13,7 %) que dans la commune de Sègbana (19,7 %). (**Tableau 4**). Les données de ce tableau se limitent aux informations quantitatives collectées grâce aux questionnaires qui constituent les outils de collecte ayant permis de produire des données quantifiables. Les données qualitatives sont utilisées exclusivement pour les analyses qualitatives plus bas. Elles ne sont donc pas prises en compte dans les différents tableaux consacrés uniquement aux données quantifiables.

Tableau 4 : Répartition (en effectif et en %) des enquêtés selon quelques caractéristiques socio-démographiques

	MALANVILLE		SEGBANA		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Sexe						
Masculin	89	87.3	45	73.8	134	82.2
Féminin	13	12.7	16	26.2	29	17.8
Religion						
Christianisme	2	2.0	10	16.4	12	7.4
Islam	100	98.0	51	83.6	151	92.6
Niveau d'instruction						
Aucun	14	13.7	12	19.7	26	16.0
Alphabétisé	23	22.5	6	9.8	29	17.8
École coranique	21	20.6	8	13.1	29	17.8
Primaire	20	19.6	9	14.8	29	17.8
Secondaire	15	14.7	17	27.9	32	19.6
Supérieur	9	8.8	9	14.8	18	11.0
Total	102	100.0	61	100.0	163	100.0

Source : Données de terrain, mai 2023

3.4.2 Répartition des enquêtés suivants la profession

Dans le cadre de cette étude, les enquêtés ont été réparties selon la profession qui est également considérée comme un indicateur des caractéristiques économiques des personnes enquêtées. Ainsi, 57,7 % des personnes enquêtées sont des agriculteurs/ fermiers et 4,3 % sont des artisans. Les fonctionnaires d'état représentent une proportion de 3,7 % tandis que 6,1 % sont sans-emplois. Une analyse selon la commune, permet de constater que les sans-emplois se retrouvent plus dans la commune de Malanville (7,8 %) que dans celle de Sègbana (3,3 %). (**Tableau 5**).

Tableau 5 : Répartition (en effectif et en %) des enquêtés selon la profession

	MALANVILLE		SEGBANA		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Agriculteur / fermier	64	62.7	30	49.2	94	57.7
Fonctionnaire d'État	2	2.0	4	6.6	6	3.7
Transformateur/transformatrice de produits tropicaux	2	2.0	0		2	1.2
Éleveur	4	3.9	9	14.8	13	8.0
Vendeur/vendeuse	11	10.8	7	11.5	18	11.0
Sans emploi	8	7.8	2	3.3	10	6.1
Chauffeur	1	1.0	1	1.6	2	1.2
Ménagère	3	2.9	2	3.3	5	3.1
Artisan	3	2.9	4	6.6	7	4.3
Autre	4	3.9	2	3.3	6	3.7

Tableau 5 : Répartition (en effectif et en %) des enquêtés selon la profession

	MALANVILLE		SEGBANA		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Total	102	100.0	61	100.0	163	100.0

Source : Données de terrain, mai 2023

L'analyse selon le groupe d'âge permet de constater que, des 28,2 % des moins de 30 ans ayant participé à l'enquête, 34,8 % sont des agriculteurs/fermiers contre 17,4 % qui sont sans emploi et 13,0 % sont des artisans. Il est à noter que, quel que soit le groupe d'âge les enquêtés s'adonnent plus à l'agriculture. Plus de 8 personnes sur 10, situées dans la tranche des 40-50 ans, soit 85,7 % s'adonnent à l'agriculture dans l'ensemble des deux communes contre 3,6 % qui sont des éleveurs. Ce résultat présente les signes d'une forte pression démographique sur la terre, source de conflit. (Tableau 6).

Total 6 : Répartition (en %) des enquêtés selon la profession, le groupe d'âge et la commune

Profession	Groupe d'âge					
	Moins de 30 ans	30 - 40 ans	40 - 50 ans	50 - 60 ans	Plus de 60 ans	Ensemble
MALANVILLE						
Agriculteur / fermier	37.5	56.5	93.8	81.0	70.0	62.7
Fonctionnaire d'État	3.1	4.3				2.0
Transformateur/transformatrice de produits tropicaux					20.0	2.0
Éleveur	3.1			9.5	10.0	3.9
Vendeur/vendeuse	12.5	21.7	6.3	4.8		10.8
Sans emploi	18.8	8.7				7.8
Chauffeur	3.1					1.0
Ménagère	3.1	4.3		4.8		2.9
Artisan	9.4					2.9
Autre	9.4	4.3				3.9
SEGBANA						
Agriculteur / fermier	28.6	46.2	75.0	60.0	50.0	49.2
Fonctionnaire d'État		15.4				6.6
Éleveur		19.2	8.3	40.0	25.0	14.8
Vendeur/vendeuse	21.4	11.5	8.3			11.5
Sans emploi	14.3					3.3
Chauffeur	7.1					1.6
Ménagère	7.1	3.8				3.3
Artisan	21.4	3.8				6.6
Autre			8.3		25.0	3.3
ENSEMBLE						
Agriculteur / fermier	34.8	51.0	85.7	76.9	64.3	57.7
Fonctionnaire d'État	2.2	10.2				3.7
Transformateur/transformatrice de produits tropicaux					14.3	1.2
Éleveur	2.2	10.2	3.6	15.4	14.3	8.0
Vendeur/vendeuse	15.2	16.3	7.1	3.8		11.0
Sans emploi	17.4	4.1				6.1
Chauffeur	4.3					1.2
Ménagère	4.3	4.1		3.8		3.1
Artisan	13.0	2.0				4.3
Autre	6.5	2.0	3.6		7.1	3.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

3.5 LIGNE DE BASE DU PROJET

3.5.1 Présentation des indicateurs du cadre logique

Deux catégories d'indicateurs contenus dans la matrice du cadre logique sont pris en compte pour l'établissement de la ligne de référence du projet. Il s'agit de l'indicateur d'impact relié à l'objectif général du projet et des indicateurs de réalisations qui sont reliés aux objectifs spécifiques du projet.

i. Les indicateurs d'impact (objectif général)

La matrice du cadre logique du projet présente des indicateurs répartis suivants les impacts (en lien avec l'objectif général), les résultats (en lien avec les objectifs spécifiques du projet) et de produits. Certains de ces indicateurs sont déjà renseignés et d'autres devraient être renseignés par l'étude CAP couplée avec l'étude de base. Les tableaux ci-après présentent exclusivement les indicateurs pour lesquels la présente mission devrait apporter les informations attendues.

OS/Résultats	Indicateurs	Définition	Méthodologie de calcul	Méthodes de collecte	Sources de données	Observations
Contribuer à la prévention de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin les plus exposées à travers la promotion de la cohésion sociale, la culture du dialogue et la consolidation de la paix	Proportion des membres des communautés y compris celles des zones des deux communes qui ont amélioré leur perception des relations inter/intra religieux/communautaires	C'est le pourcentage des membres des communautés y compris celles des zones des deux communes qui ont amélioré leur perception des relations inter/intra religieux/communautaires	C'est le rapport de l'effectif des personnes membres des communautés (bénéficiaires directes ou indirectes) touchées par les actions du projet qui ont amélioré leur perception des relations inter/intra religieux/communautaires sur l'effectif de la population.	Enquête/Entretiens individuels	Population cible Rapports d'activités du projet Rapport d'évaluation finale du projet	

ii. Indicateurs de Réalisations

Réalisation(s)/OS	Indicateurs	Définition	Méthodologie de calcul	Méthodes de collecte	Sources de données	Observations
Renforcer les capacités des organisations de la société civile et leurs initiatives visant la promotion d'une culture de dialogue, l'éducation à la citoyenneté dans les communes de Malanville et Sègbana	Proportion des conflits enregistrés dans les deux communes résolus grâce aux initiatives des acteurs communautaires et institutionnels	C'est le pourcentage des conflits enregistrés dans les deux communes (Malanville et Sègbana) et qui ont été résolus grâce aux initiatives ⁷ des acteurs communautaires non institutionnels et des acteurs institutionnels	C'est le rapport du nombre de conflits résolus grâce aux initiatives des acteurs communautaires non institutionnels et des acteurs institutionnels sur le nombre total de conflits enregistrés dans les deux communes.	Entretiens individuels Revue documentaire	OSC locales Registre des commissariats des communes d'intervention Procès-verbal des séances de résolution des conflits Rapports d'activités du projet Base de données du projet	A titre indicatif, les conflits relevés lors de cette étude sont des conflits agriculteurs éleveurs, des conflits autochtones versus allochtones, des conflits fonciers liés aux limites des champs ou des villages ou liés à des velléités d'expropriation des uns par les autres de terres occupées depuis plusieurs décennies. .
	Pourcentage de la population (désagrégé par sexe) attestant de l'amélioration de la cohésion sociale à travers les actions promues dans les deux communes	C'est le pourcentage de la population (désagrégé par sexe) attestant de l'amélioration de la cohésion sociale à travers les actions promues dans les deux communes	Rapport de l'effectif des personnes (désagrégé par sexe) ayant déclaré qu'elles attestent de l'amélioration de la cohésion sociale à travers les actions promues dans les deux communes sur	Entretiens individuels Focus group avec les enfants	Population cible Rapports d'activités du projet	Il est requis dans le cadre du calcul de cet indicateur, un échantillon représentatif Les données seront désagrégées selon le sexe lors de la production des résultats

⁷ Désignent les actions initiées par les acteurs communautaires et locaux

Réalisation(s)/OS	Indicateurs	Définition	Méthodologie de calcul	Méthodes de collecte	Sources de données	Observations
			l'effectif de la population des deux communes			
L'inclusion des enfants, des jeunes et des femmes est renforcée et participe à la promotion de la culture de dialogue, de la cohabitation pacifique, de l'éducation à la citoyenneté et au civisme	Pourcentage des enfants et jeunes (désagrégé par sexe) ayant amélioré leurs compétences de vie	C'est le pourcentage des enfants et jeunes qui ont acquis de nouvelles compétences qui ont contribué de manière qualitative à apporter un changement dans leur vie (par rapport à la thématique de l'extrémisme violent et la cohésion sociale)	C'est le rapport des enfants et jeunes qui ont amélioré leurs compétences de vie (par rapport à la thématique de l'extrémisme violent et la cohésion sociale sur la population cible	Entretiens individuels Focus group	Population cible (enfants et jeunes) Rapports d'enquête Rapports d'activités du projet	L'acquisition de compétences de vie s'entend comme un investissement cumulatif tout au long de la vie, depuis un jeune âge jusqu'à la vie adulte en passant par l'adolescence. Cela se fonde sur le postulat qu'à chaque âge tout individu est un apprenant dans le contexte d'une société qui offre de multiples opportunités d'apprendre et de réaliser tout son potentiel personnel au long de la vie, et donc de dépasser les distinctions traditionnelles entre éducation initiale et continue

Réalisation(s)/OS	Indicateurs	Définition	Méthodologie de calcul	Méthodes de collecte	Sources de données	Observations
						<p>Elle prend en compte quatre dimensions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dimension cognitive ou « Apprendre à connaître » - Dimension instrumentale ou « Apprendre à faire » - Dimension personnelle ou « Apprendre à être » - Dimension sociale ou « Apprendre à vivre ensemble » <p>L'indicateur ne précisant pas dimension de compétences de vie dont il est question, l'étude s'est focalisée sur la dimension sociale qui regroupe des compétences en Éducation à la paix (résolution des conflits,</p>

Réalisation(s)/OS	Indicateurs	Définition	Méthodologie de calcul	Méthodes de collecte	Sources de données	Observations
						négociation, etc.); Éducation civique (institutions de gouvernance, droits et devoirs des citoyens, etc.)
Des mécanismes de dialogue intra et interreligieux et/ou communautaires et les Initiatives locales sont renforcés en vue de la promotion de la cohésion sociale et la prévention de l'extrémisme violent	Nombre de conflits inter/intra religieux/communautaires prévenus/résolus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes	Nombre de conflits inter/intra religieux/communautaires prévenus/résolus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes	Dénombrement, comptage sans omission ni répétition	Revue documentaire Entretiens individuels	Procès-verbal des séances de résolution des conflits Rapports d'activités du projet Rapports des chefs d'arrondissement ou des chefs quartiers	.
Les liens entre État, société civile et populations sont renforcés et contribuent à la promotion de la cohésion sociale et à la prévention de l'extrémisme violent	Existence (Oui/Non) d'initiatives de redevabilité initiées par les autorités locales indépendamment des appuis du projet	Déclaration des personnes sur l'effectivité ou non des initiatives de redevabilité (reddition de compte, implication des citoyens dans les processus décisionnels, informations sur les décisions, etc.) initiées par les autorités locales indépendamment des appuis du projet	Dénombrement des personnes ayant répondu à la question fermée sur l'effectivité des initiatives de redevabilité		Population cible Rapports d'activités du projet Procès-verbaux des séances de redevabilité Rapports d'activités des Cellules de Participation Citoyenne (CPC)	

Réalisation(s)/OS	Indicateurs	Définition	Méthodologie de calcul	Méthodes de collecte	Sources de données	Observations
	Nombre de séances de reddition de compte thématiques organisées par la mairie et les services déconcentrés de l'État dans les zones à risque et appuyées par le projet	Nombre de séances de reddition de compte thématiques organisées par la mairie et les services déconcentrés de l'État dans les zones à risque et grâce aux appuis du projet	Dénombrement, comptage sans omission ni répétition	Revue documentaire Entretiens individuels	Budgets des communes Plans d'actions Rapports d'activité	

3.5.2 Valeurs de référence pour l'indicateur d'impact

L'indicateur d'impact retenu et qui est en lien avec l'objectif général du projet est :

- **Proportion des membres des communautés y compris celles des zones des deux communes (Malanville et Sègbana) qui ont amélioré leur perception des relations inter/intra religieux/communautaires**

Le calcul de cet indicateur est fait en rapportant l'effectif des personnes qui ont déclaré avoir amélioré leur perception des relations inter/intra religieux/communautaires à l'effectif échantillonné multiplié par 100.

Encadré n°1	MALANVILLE	SEGBANA	ENSEMBLE
Proportion des membres des communautés y compris celles des zones des deux communes (Malanville et Sègbana) qui ont amélioré leur perception des relations inter/intra religieux/communautaires (%)	0,0	0,0	0,0

Source : Données de terrain, mai 2023

Le niveau actuel de cet indicateur devrait être mesuré à l'aune des actions du projet. Mais celui-ci n'ayant pas encore démarré le niveau actuel est de **0,0 %**. Il n'y a pas d'actions antérieures de référence par rapport auxquelles l'amélioration devrait être mesurée.

3.5.3 Valeurs de référence pour les objectifs spécifiques

- **Proportion des conflits enregistrés dans les deux communes résolus grâce aux initiatives des acteurs communautaires et institutionnels**

Le conflit se définit en tant qu'affrontement entre deux ou plusieurs groupes interdépendants ayant des intérêts réellement ou symboliquement opposés. Par exemple, on parle de conflits entre agriculteurs et éleveurs. Il s'agit d'un conflit intergroupe appliqué au domaine des relations comportant les principaux éléments de la négociation sociale. Dans le cadre de cette étude de base, la proportion a été calculée pour les conflits ayant été enregistrés dans chacun des deux communes de mise en œuvre du projet et résolus grâce aux initiatives des acteurs communautaires et institutionnels. Il a été considéré le nombre déclaré de tous les conflits enregistrés au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, période de référence. Ces données ont été fournies aussi bien par les acteurs communautaires que par les acteurs institutionnels. En effet l'indicateurs souhaite collecter toutes les initiatives aussi bien communautaires qu'institutionnelles de résolutions des conflits. De ce point de vue la mission a permis de recueillir des initiatives de règlements, conduites par des acteurs communautaires non institutionnels comme des chefs de familles, des amis, de leaders locaux, des notabilités locales et par des acteurs institutionnels comme les chefs de villages, les Rougas (chefs peul), les chefs d'arrondissements, le commissariat ou le tribunal de conciliation, etc.

Les conflits enregistrés ont été recensés par catégories d'acteurs communautaires. De ce fait, il a été calculé à partir des données recueillies sur le terrain, le nombre moyen de conflits. Du **Tableau 7**, il ressort que le nombre moyen de conflits enregistrés dans l'ensemble des deux communes au cours des 12 derniers mois entre agriculteurs et éleveurs (20.2) est le plus élevé par rapport aux autres types de conflits. La commune de Sègbana a enregistré un nombre moyen de 26.1, largement au-dessus de la

moyenne de l'ensemble qui est 20,2 conflits comme indiqué dans le tableau⁸. Les conflits entre éleveurs (4.3) viennent en troisième position derrière les conflits entre agriculteurs (09) qui viennent en deuxième position dans l'ensemble des groupes communautaires identifiés.

Tableau 7 : Nombre de conflits enregistrés selon la commune

	Ensemble	Malanville	Sègbana
Nombre moyen de conflits dans votre localité ces 12 derniers mois : Entre Agriculteurs	9.0	6.8	12.8
Nombre moyen de conflits dans votre localité ces 12 derniers mois : Entre Éleveurs	4.3	2.4	7.4
Nombre moyen de conflits dans votre localité ces 12 derniers mois : Entre Agriculteurs et Éleveurs	20.2	16.7	26.1
Nombre moyen de conflits dans votre localité ces 12 derniers mois : Entre allochtones et autochtones	2.2	0.5	5.0
Nombre moyen de conflits dans votre localité ces 12 derniers mois : Entre Communautés et FDS	0.7	1.0	0.2
Nombre total moyen de conflits ces 12 derniers mois	36.4	27.3	51.4

Source : Données de terrain, mai 2023

Cela dit, les données empiriques révèlent qu'il y a davantage de conflits intercommunautaires que de conflits intra-communautaires. Ces statistiques interpellent l'équipe du projet à prêter une attention particulière aux relations inter-communautaires qui semblent prendre le pas sur les autres types de conflits. En effet, l'équipe de collecte de données a noté une multiplicité de conflits liés à la terre entre agriculteurs qui sont tous dans un élan d'agriculture extensives et qui manifestent le besoin de plus en plus grand de terres cultivables. La pression démographique, la paupérisation des sols à cause de l'usage incontrôlé des produits chimiques, la pratique des cultures de contre saison et les réformes agraires en cours dans le pays sont des facteurs qui suscitent les conflits entre agriculteurs autour de la terre. À ces facteurs, on peut ajouter aussi celui concernant la vente des terres qui apparaît comme une nouvelle pratique et une nouvelle source de revenu pour les agriculteurs qui font face à des difficultés conjoncturelles et pour qui les terres non arables deviennent des marchandises. On observe aussi les mêmes dynamiques au niveau des éleveurs où la cohésion sociale prend un coup en raison de l'insuffisance des terres, des aires de pâturages et des lieux d'abreuvement des animaux.

Ces statistiques confirment les perceptions et les préjugés ambiants qui postulent d'une multiplicité des conflits inter communautaires, notamment les conflits opposants les agriculteurs aux éleveurs. Il faut préciser que ces conflits entre agriculteurs et éleveurs font objet d'attention de plusieurs acteurs (étatiques, ou non, politiques ou civile) qui tentent de faire de la médiation, de la sensibilisation pour leur résolution et leur prévention. Ces actions pourraient avoir l'effet de réduire la prégnance de ces conflits et cela pourrait justifier les résultats obtenus. Par ailleurs, la notion d'allochtones est une notion très mouvante qui peut s'appliquer, pour ce qui concerne les considérations des acteurs locaux rencontrés, à des groupes qui sont plus ou moins résidents dans le milieu depuis des décennies. Par exemple, pour le commun des populations de Malanville et de Sègbana, un individu pourrait se voir appeler quelquefois étranger quelle que soit la durée de son séjour sur les terres locales à partir du moment où il n'est pas ressortissant du groupe socioculturel dominant. Ainsi, des Peuls, des Haoussa

⁸ Dans le cadre de cette étude, la moyenne calculée a été effectuée à partir du logiciel SPSS. Il s'agit d'une moyenne arithmétique. Elle est calculée sur la base du nombre de conflits déclarés par les enquêtés

ou d'autres groupes pourraient être appelés étrangers même s'ils sont établis dans le milieu depuis des décennies. C'est ce qui justifie que l'on dénie la propriété foncière à certains membres de ces communautés dites allochtones. Et c'est aussi une des sources des multiples conflits entre ceux qui sont considérés comme autochtones et ceux considérés comme allochtones. Dans un tel contexte, les conflits entre allochtones et autochtones peuvent également être des conflits entre agriculteurs et éleveurs ou vice versa.

Dans tous les cas on note que l'ensemble des conflits relevant des divers groupes communautaires sont liés aux ressources naturelles. En effet, l'activité socio-économique des zones du projet, est largement concentrée autour de l'agriculture, l'élevage, et l'échange de produits agro-sylvo-pastoraux. L'explosion démographique, l'appauvrissement des terres agricoles, l'amenuisement des espaces pastoraux, la dégradation des ressources naturelles, l'occupation des espaces protégés, l'accaparement des ressources et des espaces partagés et l'accès limité aux services sociaux de base sont devenus des sujets de préoccupation des populations de ces zones. Ils constituent particulièrement des enjeux majeurs pour le développement des communes cibles du projet et mettent en évidence les défis auxquels il convient de faire face pour minimiser les risques de conflits pour l'accès aux ressources naturelles. La menace croissante que constitue la présence de groupes terroristes et extrémistes violents dans le nord du pays vient se greffer à ce contexte déjà porteur de fragilités.

Les résultats de l'enquête montrent que, globalement les instances de résolution de conflits auxquelles les communautés ont recours sont :

- Le chef village
- Le chef d'arrondissement
- Le commissaire /chef brigade
- Le roi
- La Rouga
- Les sages du village
- Les chefs de familles
- Les leaders locaux
- Les amis, parents ou connaissances

Ainsi, les résolutions des conflits enregistrés dans la zone d'intervention du projet se présentent comme suit selon les déclarations des interlocuteurs. Ces déclarations concernent aussi bien les conflits réglés par les institutions formelles que par les acteurs communautaires non institutionnels.

Encadré n°2	MALANVILLE	SEGBANA	ENSEMBLE
Proportion des conflits enregistrés dans les deux communes résolus grâce aux initiatives des acteurs communautaires et institutionnels (%)	15.7	35.6	23.6

Source : Données de terrain, mai 2023

Pourcentage de la population (désagrégé par sexe) attestant de l'amélioration de la cohésion sociale à travers les actions promues dans les deux communes

La cohésion sociale est la capacité d'une communauté à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les disparités et en évitant la marginalisation. Dans l'ensemble des communes de mise en œuvre du projet, près de 2 personnes sur 10, soit 21,5 % de la population d'enquête a attesté de

l'amélioration de la cohésion sociale. Une analyse selon le sexe montre que cette perception est plus prononcée au niveau des femmes (24,1 %) que chez les hommes (20,9 %). (**Encadré n°3**).

Encadré n°3				
		MALANVILLE	SEGBANA	ENSEMBLE
% de la population (désagrégé par sexe) attestant de l'amélioration de la cohésion sociale à travers les actions promues dans les deux communes	Masculin	11.2	40.0	20.9
	Féminin	23.1	25.0	24.1
	Total	12.7	36.1	21.5

Source : Données de terrain, mai 2023

□ Pourcentage des enfants et jeunes (désagrégé par sexe) ayant amélioré leurs compétences de vie

Cet indicateur pourrait être saisi à la fin de la mise en œuvre du projet pour apprécier l'effet des actions dudit projet sur les enfants qui en ont bénéficié. Cependant, la présente mission s'est attelée à mesurer le niveau actuel des enfants sur cette problématique. Ainsi, par acquisition de compétences de vie, il faut entendre un investissement cumulatif tout au long de la vie, depuis un jeune âge jusqu'à la vie adulte en passant par l'adolescence. Cela se fonde sur le postulat qu'à chaque âge tout individu est un apprenant dans le contexte d'une société qui offre de multiples opportunités d'apprendre et de réaliser tout son potentiel personnel au long de la vie, et donc de dépasser les distinctions traditionnelles entre éducation initiale et continue. Ce processus se répartit en quatre (4) dimensions importantes à savoir : la dimension cognitive qui vise à « Apprendre à connaître »; la dimension instrumentale qui permet d'« Apprendre à faire », la dimension personnelle dont l'objectif est d'« Apprendre à être » et la dimension sociale qui vise à conférer à l'individu les capacités d'« Apprendre à vivre ensemble » en cohésion avec ses semblables. Dans le cadre de cette mission et lors des échanges avec les enfants, nos centres d'intérêts étaient d'évaluer le niveau actuel des compétences des enfants en lien avec les quatre (4) dimensions de compétences de vie. En effet, les enfants sont interrogés sur leur connaissance des signes, des attitudes et des pratiques des personnes radicalisés, des extrémistes violents (**dimension cognitive**) ; sur ce qu'ils sont capables de faire vis-à-vis de de leurs camarades ou de leurs environnements social et familial pour éviter la radicalisation ou les personnes radicalisées (**dimension instrumentale**); sur leurs attitudes, leurs postures, leurs pratiques envers leurs camarades différents d'eux du point de vue du genre, de la culture, de l'ethnie, de la religion, leurs parents et leur environnement (**dimension personnelle**) et sur les questions de cohésion sociale, de paix et les attitudes de veille et de vigilance, de citoyenneté et de gouvernance (**dimension sociale**), etc.

L'**encadré n°4** ci-dessous donne une idée de la manière dont lesdites compétences ont été améliorées selon les propos des enfants interrogés dans les deux communes.

Encadré n°4				
		MALANVILLE	SEGBANA	ENSEMBLE
% des enfants et jeunes (désagrégé par sexe) ayant amélioré leurs compétences de vie	Masculin	69.7	24.4	54.5
	Féminin	76.9	43.8	58.6
	Total	70.6	29.5	55.2

Source : Données de terrain, mai 2023

Il ressort de l'encadré que dans l'ensemble des communes de mise en œuvre du projet, un peu plus de la moitié (55,2 %) de la population d'enquête ont donné des réponses satisfaisantes aux préoccupations liées aux compétences de vie. Ces réponses attestent de leur niveau actuel des thématiques liées aux compétences de vie dont l'amélioration fera mesurée à la fin du projet. En effet, la grande majorité des

enfants ont su de quoi on parle en évoquant des compétences en Éducation à la paix (résolution des conflits, négociation, cohésion sociale, de tolérance religieuse, d'extrémisme violent.etc.) ; Éducation civique (institutions de gouvernance, droits et devoirs des citoyens, etc.)

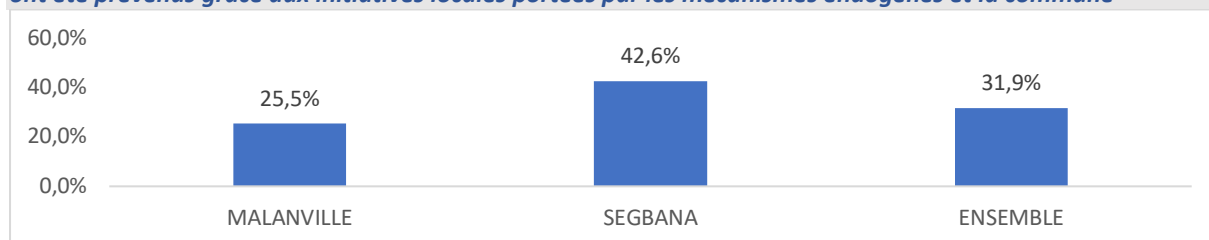
Les enfants rencontrés ont fait montre d'une aisance à évoquer ces différents sujets et à en décrire les causes, les manifestations et à proposer des solutions de leur résolution. Leurs sources d'informations sont les enseignants, les organisations de la société civile, les médias (la radio et la télévision). Une analyse selon le sexe montre que le niveau actuel des connaissances est plus élevé chez les filles (58,6 %) que chez les garçons (54,5 %).

□ **Nombre de conflits inter/intra religieux/communautaires prévenus/résolus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes**

Cet indicateur vise à dénombrer les conflits résolus grâce aux initiatives locales portées par des mécanismes endogènes. Il ne s'agit pas d'une description ni des conflits ni des initiatives de leur résolution. L'enquête devrait nous permettre de savoir le nombre de conflits résolus par des initiatives locales portées par les mécanismes endogènes, après que l'enquêté ait une compréhension claire de ce qu'on entend par « initiatives locales de résolution de conflits », « mécanismes endogènes » etc. Pour déterminer le nombre de conflits inter/intra religieux/communautaires prévenus/résolus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes, il a fallu d'abord s'assurer de l'existence dans la communauté des initiatives locales de résolution de conflits portées par les mécanismes endogènes. Selon les résultats de la collecte de données, près de 9 personnes sur 10, soit 87,7 % ont déclaré qu'il existe effectivement de telles initiatives dans leurs communautés respectives. Dans la commune de Malanville, les résultats sont au-dessus de la moyenne de l'ensemble avec 94,1 %.

Quant à la prévention de ces conflits, globalement 31,9 % des personnes interviewées ont déclaré que des conflits inter/intra religieux/ communautaires ont été prévenus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes. Toutefois, dans la commune de Malanville moins d'interlocuteurs (25,5 %) ont reconnu que des conflits inter/intra religieux/ communautaires ont été prévenus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes que dans la commune de Sègbana où 42,6 % des interlocuteurs ont reconnu telles initiatives. (**Graphique 3**). Ces données pourraient révéler aussi que dans la commune de Malanville les usagers ont de moins en moins recours aux mécanismes endogènes de résolutions des conflits soit en raison de leur manque de confiance vis-à-vis desdits mécanismes soit en raison de l'existence de nouvelles instances institutionnelles de résolutions des conflits plus efficaces comme le Tribunal de Première Instance (TPI).

Graphique 3 : Répartition (en %) des enquêtés selon que les conflits inter/intra religieux/ communautaires ont été prévenus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes et la commune



Source : Données de terrain, mai 2023

Pour ce qui est de l'efficacité de ces initiatives en termes de nombre de conflits résolus, elle apparaît faible soit dans l'ensemble quatre (04) conflits résolus. Cela révèle donc une faible efficacité des initiatives portées par des mécanismes endogènes dans les deux communes qu'il faudra renforcer par les interventions du projet, car bien qu'un grand nombre d'interlocuteurs aient reconnu l'existence de ces initiatives, on enregistre moins de conflits résolus à leur niveau. Cette contre-performance peut être due aussi au problème de légitimité des acteurs qui portent les initiatives de résolution des conflits au moyen de mécanismes endogènes.

Encadré n°5	MALANVILLE	SEGBANA	ENSEMBLE
Nombre de conflits inter/intra religieux/communautaires prévenus/résolus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes	4.9	3.9	4.4

Source : Données de terrain, mai 2023

Existence (Oui/Non) d'initiatives de redevabilité initiées par les autorités locales indépendamment des appuis du projet

Encadré n°6				
		MALANVILLE	SEGBANA	ENSEMBLE
Existence (Oui/Non) d'initiatives de redevabilité initiées par les autorités locales indépendamment des appuis du projet	Non	28.4	41.0	33.1
	Oui	71.6	59.0	66.9
	Total	100.0	100.0	100.0

Source : Données de terrain, mai 2023

Les initiatives de redevabilité reposent généralement sur la connaissance et l'exercice des droits du citoyen, dans un environnement propice qui favorise la jouissance desdits droits. La participation accrue des citoyens devient ainsi l'expression de la jouissance des droits, ce qui se traduira par une amélioration de leurs conditions de vie. Au sens large du terme, la redevabilité est le fait de demander des comptes à des individus ou des organisations sur leurs performances, celles-ci étant mesurées par des moyens aussi objectifs que possible. La redevabilité joue lorsqu'une personne ou une entité détentrices de pouvoir doivent expliquer ou justifier leurs comportements à un autre acteur et/ou être passibles de sanctions. Elles supposent dès lors une interaction entre des porteurs de responsabilité (les autorités ou prestataires de services publics) et des détenteurs de droits (les citoyens ou les usagers des services y compris les organisations de la société civile). Dans ces conditions, on ne peut évaluer la redevabilité en s'en tenant à une seule des parties prenantes. Le principe de l'offre et de la demande constitue un des piliers fondamentaux de la redevabilité. C'est pour cela que dans l'appréciation des initiatives de redevabilité, il nous est paru utile de prendre en compte aussi bien les points de vue des porteurs de responsabilités que ceux des détenteurs de droits. Ainsi, la majorité des personnes interviewées ont reconnu l'existence dans leurs communes respectives, des initiatives de redevabilité conduites indépendamment des appuis du projet. En effet, 66,9% des personnes interrogées ont déclaré que ces initiatives existent dans leur commune. Malanville semble être la commune où ces initiatives sont plus visibles puisque c'est dans cette commune que plus de personnes reconnaissent l'existence desdites initiatives (71,6%) contre 59,0% pour la commune de Sègbana.

Nombre de séances de reddition de compte thématiques organisées par la mairie et les services déconcentrés de l'État dans les zones à risque et appuyées par le projet

Encadré n°7	MALANVILLE	SEGBANA	ENSEMBLE
Nombre de séances de reddition de compte thématiques organisées par la mairie et les services déconcentrés de l'État dans les zones à risque et appuyées par le projet	0	0	0

Source : Données de terrain, mai 2023

Le niveau de cet indicateur est 0 puisque les actions du projet ne sont pas encore mises en œuvre.

Résultats	Chaîne des résultats	Indicateur	Données de base		Cible		Sources de vérification
			Valeur	Année	Valeur	Année	
Impact (objectif général)	Contribuer à la prévention de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin les plus exposées à travers la promotion de la cohésion sociale, la culture du dialogue et la consolidation de la paix	Proportion des membres des communautés y compris celles des zones des deux communes (Malanville et Sègbana) qui ont amélioré leur perception des relations inter/intra religieux/communautaires (%)	0,0 %	2023	70 %	2024	Rapports d'étude de référence Rapport d'évaluation finale
		Renforcer les capacités des organisations de la société civile et leurs initiatives visant la promotion d'une culture de dialogue, l'éducation à la citoyenneté dans les communes de Malanville et Sègbana	Proportion des conflits enregistrés dans les deux communes résolus grâce aux initiatives des acteurs communautaires et institutionnels (%)	23,6 %	2023	70 %	2024
Réalisation(s) [Objectif(s) spécifique(s)]	L'inclusion des enfants, des jeunes et des femmes est renforcée et participe à la promotion de la culture de dialogue, de la cohabitation pacifique, de l'éducation à la citoyenneté et au civisme	% de la population (désagrégé par sexe) attestant de l'amélioration de la cohésion sociale à travers les actions promues dans les deux communes	21,5 %	2023	75 %	2024	Rapports d'étude de référence Rapport d'évaluation finale Rapports d'activités du projet
		Pourcentage des enfants et jeunes (désagrégé par sexe) ayant amélioré leurs compétences de vie	58,6 %	2023	70 %	2024	Rapports d'activités du projet Statistiques de l'INStAD Statistiques scolaires

Résultats	Chaîne des résultats	Indicateur	Données de base		Cible		Sources de vérification
			Valeur	Année	Valeur	Année	
	Des mécanismes de dialogue intra et interreligieux et/ou communautaires et les Initiatives locales sont renforcés en vue de la promotion de la cohésion sociale et la prévention de l'extrémisme violent	Nombre de conflits inter/intra religieux/communautaires prévenus/résolus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes	4.4	2023	12 Soit au moins un conflit par mois	2024	
	Les liens entre État, société civile et populations sont renforcés et contribuent à la promotion de la cohésion sociale et à la prévention de l'extrémisme violent	Existence (Oui/Non) d'initiatives de redevabilité initiées par les autorités locales indépendamment des appuis du projet	Oui	2023	Oui	2024	
		Nombre de séances de reddition de compte thématiques organisées par la mairie et les services déconcentrés de l'État dans les zones à risque et appuyées par le projet	0	2023	20	2024	Rapports d'évaluation finale Rapports d'activités

3.6 Évaluation des connaissances, attitudes et pratiques (CAP) des populations sur la promotion de la paix et le renforcement de la cohésion sociale pour prévenir l'extrémisme violent

3.6.1 Niveau d'information et de connaissances des communautés sur la thématique de l'extrémisme violent, les stratégies de promotion de la paix et la cohésion sociale

Selon les résultats issus de la collecte des données, les communautés, dans la plupart des cas, identifient l'extrémisme violent à la violence, acte non acceptable, la violence conjugale, la déscolarisation (écourter le cursus scolaire de l'enfant à des fins inavouées comme le mariage précoce ou des prétextes comme l'école travestit les mœurs, etc.), une révolte qui naît d'une politique de marginalisation, d'un sentiment d'abandon ou d'exclusion. Aussi, pour les interlocuteurs, l'extrémisme violent émane-t-il d'une circonstance ou d'un événement négatif (comme la marginalisation, la pauvreté, le chômage ou l'insécurité). Il est perçu par les communautés comme le choix que font les individus d'utiliser ou de soutenir la violence pour promouvoir une cause fondée sur l'identité exclusive d'un groupe, une idéologie religieuse. C'est une arme de rançon. À titre d'exemple, dans la commune de Sègbana, l'extrémisme violent selon les communautés se traduit par des kidnappings, comme l'a notifié un enquêté lors d'un focus group : **« A Sègbana ici, les gens peuvent venir dans ta maison et te dire d'amener quelque chose, ta moto ou ta femme, si tu n'as pas donné, ils vont te prendre pour partir avec toi pour dire à ta famille d'amener 10 millions avant de te laisser, si la famille n'a pas donné et on te tue. »**

Selon les communautés, il est un système de domination et d'imposition d'idéologie à une communauté par l'usage de la violence. Il est relevé par les enquêtés que la présence relativement faible de l'État, a fini par développer au sein des populations résidentes un sentiment d'abandon. Ce sentiment, conjugué avec une situation socio-économique très difficile (difficultés d'accès aux services sociaux de base, à l'emploi pour les jeunes...) expose les jeunes à l'enrôlement par ces mêmes groupes extrémistes.

En outre, les données recueillies font état d'une tendance à l'aggravation des conflits locaux « traditionnels » liés au foncier, aux conflits intercommunautaires (entre agriculteurs, entre éleveurs, entre musulmans, etc.) et intracommunautaires (entre étrangers et autochtones, entre agriculteurs et éleveurs, etc.) relatifs parfois à des différends historiques non réglés, aux difficultés de cohabitation, de tolérance aussi bien dans la commune de Malanville que dans celle de Sègbana. À tout cela, s'ajoutent du point de vue sociale, les pesanteurs socioculturelles restées encore vivaces dans les communautés. En effet, les communautés vivant dans ces zones, demeurent très hiérarchisées. Et malgré la mise en œuvre de politiques visant l'émancipation de la femme, il est de notoriété que les femmes y ont jusqu'ici peu de place et restent essentiellement confinées aux activités ménagères et à la gestion du foyer. De façon générale, les femmes et les jeunes sont absents dans les instances de prise de décisions à tous les niveaux et malgré les efforts déployés par les organisations de la société civile. C'est là aussi un autre facteur de fragilité. Il ressort de ces résultats que les communautés ont un niveau d'information et de connaissance assez élevé sur la thématique de l'extrémisme violent dans l'ensemble des deux communes, zones de mise en œuvre du projet et identifient bien les causes possibles pouvant y conduire.

□ Stratégies de promotion de la paix et la cohésion sociale

La promotion de la paix et la cohésion sociale rentre dans le cadre des actions préventives face à l'extrémisme violent. Elles reposent en particulier sur « la prévention des conflits et l'élimination de leurs causes profondes ». L'approche dite de prévention se fonde sur la thèse selon laquelle la violence ne vient pas du néant mais a des origines plausibles à identifier. Dans cette dynamique, la pauvreté, la corruption, l'injustice, l'oppression, la fragilité de l'État et l'absence de libertés civiles sont considérées comme des facteurs prépondérants de l'émergence de violences extrémistes (Collovald et Gaïti, 2006 ; CEIDES, 2017 ; UNDP, 2017 ; UNOCA/UNOWAS, 2017).

La mission de collecte des données a permis de mesurer le niveau d'information et de connaissances des communautés sur les stratégies de promotion de la paix et de la cohésion sociale. Les différentes questions qui ont permis de mesurer cet aspect se sont basées sur l'approche préventive. Selon les résultats de la collecte des données, la promotion de la paix et la cohésion sociale dans l'ensemble des deux communes sont connues par les populations sous l'axe des actes de sensibilisation, d'information et de dissuasion empêchant les jeunes de rejoindre les groupes d'extrémisme violent.

Toutefois, il est déploré par certains membres interrogés des communautés le manque de synergie dans les actions, lesquelles actions se limitent le plus souvent à la sensibilisation. Dans cette dynamique d'autres formulent des recommandations comme suit :

« Il faut mettre en place un projet ou un programme pour occuper les jeunes. Si les gens sont désœuvrés, la probabilité qu'il bascule de l'autre côté est forte. Quelqu'un qui n'arrive pas lui-même à avoir 1000 FCFA la semaine et qu'on vient d'un coup lui dire tiens 100 000 FCFA et suis-moi, mais il va partir à moins qu'il soit mazout. L'autre chose est que le moment n'est plus propice aux sensibilisations de masse, c'est trop dangereux car si quelqu'un se met maintenant sur la place publique et il parle de l'extrémisme violent ou du terrorisme, c'est à ses risques et périls parce que la menace est là. Les djihadistes sont là, mais qui sont-ils ? Nous ne les connaissons pas. Donc si ces gens-là se confondent à la population et vous vous permettez de tenir le langage inapproprié, discourtois à leur endroit, là vous aurez cherché. Malheureusement c'est ça, On ne peut plus se mettre à tenir des discours crus. Il faut de travail en sourdine pour l'occupation des jeunes. Travailler avec les leaders religieux. Définir avec eux dans un certain contexte, les messages clés à délivrer lors des prêches. Impliquer les leaders communautaires et les chefs villages dans la production de la sécurité. Aujourd'hui on ne va plus dire qu'on confie notre sécurité à la police, non et non cela ne suffit pas, il revient à la communauté elle-même de produire leur sécurité. Il faut donc associer ces gens-là, à l'identification des facteurs de risque, ou des mouvements suspects pour l'alerte précoce ». (Responsable d'un service public local à SEGBANA)

Selon les communautés, la promotion de la paix et de la cohésion sociale devrait prendre en compte l'autonomie des femmes et les jeunes à travers l'accès à la formation et le renforcement des capacités à développer des activités génératrices de revenus et à améliorer l'employabilité. Ainsi, les initiatives devraient avoir plusieurs composantes où les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, sont appuyés pour renforcer leur résilience socio-économique.

Pour ce qui est des jeunes, aussi bien dans la commune de Malanville que dans la commune de Sègbana, la promotion de la paix et de la cohésion sociale doit passer par la prise en compte des besoins de cette frange de la population. Ainsi, l'analyse des informations recueillies montre que les jeunes se sentent exclus des opportunités économiques locales, la gestion des affaires de la communauté et ont un accès insuffisant aux services sociaux de base. Les filles sont les plus défavorisées, notamment du fait d'un niveau d'éducation nettement inférieur. Leur espace d'action et de décision, voir même d'opportunités est ainsi limité. Les jeunes sont écartés des centres décisionnels. Par ailleurs, ils sont fortement affectés par les maux économiques tels que le chômage, l'absence d'opportunités ou les tracasseries des agents de l'État qui les empêchent de jouir des opportunités existantes dans leurs

localités et qui leur permettraient d'avoir des revenus. Cette marginalisation, les scandales de corruption, les conflits avec les représentants de l'État sont autant de facteurs de frustrations qui entrent en jeu et perturbent la cohésion sociale. « *C'est l'accumulation de ces frustrations qui pousse les jeunes à répondre par la violence aux situations conflictuelles auxquelles ils sont confrontés.* » a déclaré un participant à l'interview dans la Commune de Malanville.

De l'analyse des informations recueillies, il ressort que les communautés ont un niveau d'information et de connaissances assez élevé sur la thématique de promotion de la paix et de la cohésion sociale. Elles mènent des actions de sensibilisation et d'information à travers les organisations ou les associations locales de jeunes, de femmes, les ONGs et aussi les leaders religieux. Les organisations et associations mènent des actions à l'endroit de leurs membres, des jeunes et des femmes. Les leaders religieux organisent des prêches dans les mosquées pour appeler les fidèles à la construction de la paix, à la cohésion sociale, à la tolérance et la solidarité. Ils enseignent aussi les vertus et les valeurs pacifiques dans les écoles coraniques à l'endroit des apprenants.

3.6.2 Attitudes et pratiques des populations sur la promotion du dialogue, la paix et le renforcement de la cohésion sociale

L'objectif des dialogues communautaires dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent (PEV) est d'encourager l'échange d'informations en face à face entre les communautés afin de favoriser la compréhension mutuelle des différentes thématiques, leur dynamisme et de permettre aux participants d'exprimer ouvertement leurs idées et leurs points de vue. Ces dialogues sont perçus comme un processus visant à améliorer la prise de conscience, la sensibilisation et la résolution collaborative des problèmes afin d'aborder des questions spécifiques qui pourraient donner lieu à des idéologies extrémistes au sein de la communauté. Ces dialogues incluent divers groupes ethniques, religieux et communautaires qui doivent encourager les participants à échanger leurs points de vue sur la cohésion sociale. Selon les résultats de la collecte des données, plus de 6 personnes sur 10, 68,7 % des enquêtés ont déclaré qu'il existe dans leur communauté des occasions et des espaces de dialogues réguliers entre différents groupes ayant des croyances et/ou des convictions différentes. La commune de Malanville (72.5 %) connaît plus, dans la communauté, des occasions et des espaces de dialogues réguliers entre différents groupes ayant des croyances et/ou des convictions différentes, que dans la commune de Sègbana (68.7 %).

Aussi, les attitudes et pratiques dans la communauté qui affectent la promotion du dialogue (inter/intracommunautaire, inter/intra religieux), la paix, le renforcement de la cohésion sociale ont-elles fait objet d'investigation lors de la collecte des données. Selon les résultats, la discrimination ethnique qui se traduit par la considération de certaines ethnies comme étrangères, crée la frustration. On peut aussi ajouter les conflits religieux ou l'inexistence de services sociaux de bases comme sources de frustrations relevées par les acteurs interviewés.

« La discrimination et la marginalisation affectent la paix. Dans nos langages par exemple le Boo dit souvent « je n'ai croisé personne sur la voie si ce n'est qu'un peulh ». Ce qui voudrait dire que le peulh n'est pas une personne. Cette stigmatisation peut fâcher les autres et entacher le vivre ensemble. Du côté religieux, il y a des gens qui sont allés étudier le coran à l'extérieur et qui de leur retour ont voulu changer certaines pratiques que ceux d'ici se sont opposés. Cela a troublé Sègbana jusqu'au point où les musulmans se sont divisés en deux groupes. Ils n'arrivent même plus à se donner des enfants en mariage. Il y a aussi des villages qui se sentent abandonnés par l'État central en tout. Il n'y a pas de voie d'accès, pas de réseau, pas d'école. »

De l'analyse des différentes attitudes et pratiques dans la communauté qui affectent la promotion du dialogue (inter/intracommunautaire, inter/intra religieux), la paix, le renforcement de la cohésion sociale, il ressort

- Une insuffisance de l'employabilité et des opportunités économiques pour les jeunes et les femmes ;
- Une pratique religieuse relativement radicale et ;
- Une cohésion sociale menacée.

Dans les communes de Malanville et de Sègbana, le problème de l'employabilité des jeunes et des femmes se pose avec acuité. Les jeunes diplômés des pays arabes qui n'obtiennent pas un diplôme équivalent du gouvernement béninois sont donc exclus du système national d'employabilité et sont frustrés. Ces jeunes frustrés se tournent vers la création d'écoles coraniques ou se transforment en mécène du développement à travers des ONG qui officient dans l'humanitaire. La plupart de ces jeunes sont de plus en plus impliqués dans le développement d'organisations ou d'associations islamiques qui investissent dans le domaine social par la construction de mosquées, de puits, d'écoles islamiques et de centres de santé. Mais il se fait que ces ONG ou associations sont également suivies et parfois étiquetées comme canaux de financement du terrorisme ou de blanchiment d'argent. Plusieurs d'entre eux ont vu leurs comptes bancaires bloqués pour des soupçons de financement de terrorisme.

La plupart de ces jeunes et femmes souffrent d'un manque d'appui pour l'apprentissage et le développement d'activités génératrices de revenus en termes d'accès aux moyens de production, notamment la terre et le crédit.

L'ampleur du chômage des jeunes diplômés en particulier est une source potentielle de tension sociale, de basculement dans la criminalité et constitue un terrain fertile pour l'endoctrinement.

La fixation des prix de vente des produits vivriers par le gouvernement, les attitudes liées à la petite délinquance (la consommation des stupéfiants, la recherche du gain facile), la mauvaise résolution des conflits par les instances institutionnelles ont été identifiées par les participants comme facteurs qui affectent la promotion de la paix et la cohésion sociale.

« Les produits vivriers qui ne peuvent plus être vendus librement comme avant crée des frustrations. L'autre chose est que j'ai cultivé mon maïs et les animaux viennent brouter et dévaster tout. On me réduit à zéro et dans les dettes. Je porte plainte à l'encontre du Peulh, et pour me remercier, on me pose une condition en disant pourquoi lorsque les animaux ont fait ça, je n'ai pas pu attraper un animal pour amener. Je ne suis pas quand même un bouvier, ce n'est pas ma bête pour que je puisse l'attraper facilement. En attrapant aussi le Peulh ne va pas te regarder faire car lui est armé avec gourdin et coupe-coupe, d'autres même sont armés de fusil. Je suis seul mais le bouvier souvent accompagné. Mais lorsque l'affaire quitte le commissariat et va au tribunal, c'est là que c'est pire. Vous qui avez vécu la scène, les animaux sont partis, quelle preuve avez-vous encore ? Peut-être qu'il y a déjà dépôt de vin quelque part et on vous tourne en rond seulement pour vous dire de revenir chaque fois puis après si vous êtes fatigués c'est fini. On dirait que le gouvernement encourage encore plus les éleveurs que les producteurs. Ce qui est bizarre encore c'est la nuit qu'ils font pâturage. Le matin tu constates les dégâts, tu vas attraper qui. »

Face à ces situations, les résultats de l'enquête ont montré qu'il n'existe pas de stratégies formelles, susceptibles d'atténuer les attitudes et pratiques qui affectent la promotion du dialogue, la paix et cohésion sociale qui ont été identifiés. Toutefois, les participants reconnaissent le mécanisme de dialogue régulier instauré par l'autorité départementale (le préfet) et qui vient souvent organiser des séances de sensibilisation. La radio communautaire de Sègbana dans sa programmation diffuse aussi des messages de paix, organise des séances de débats, pour discuter des thématiques qui ont trait à la cohésion sociale et comment vivre en société.

Selon les participants le meilleur moyen de promouvoir et d'encourager ces éléments avec la participation des communautés, groupes et individus concernés est de passer par les leaders Peuls, les chefs traditionnels et les jeunes.

3.6.3 Approches communautaires d'identification des jeunes à risques et les facteurs de radicalisation

L'exclusion sociale, la mauvaise interprétation des préceptes religieux, la politique et la faiblesse de la gouvernance notamment l'injustice, la mauvaise gestion des ressources publiques, la corruption, les réformes de l'État au sujet de la production et de la vente des produits agricoles, les tracasseries policières ou douanières sont généralement évoquées par les communautés comme les éléments qui peuvent pousser les gens à devenir extrémistes ou à rejoindre les groupes extrémistes. Pour mieux appréhender ces différents aspects, la question des approches communautaires d'identification des jeunes et les facteurs de radicalisation a été abordée de manière plus large au cours de la collecte des données. Il a été question d'identifier les facteurs que les communautés pensent pouvoir inciter les gens de la communauté à s'engager dans l'extrémisme violent, déterminer les facteurs de risque potentiel qui selon les acteurs peuvent conduire à la radicalisation dans la communauté et les types de discours favorisant l'extrémisme violent dans la communauté.

Au niveau des communautés, l'observation et la connaissance de la manifestation des phénomènes sont les principaux moyens d'identification de jeunes/enfants à risque de basculement dans l'extrémisme violent. Selon les résultats de la collecte des informations sur le terrain, **l'exclusion** est citée par la quasi-totalité des participants lors des entretiens. Elle se traduit par le dénie de la propriété foncière, le manque d'opportunité d'exercer des activités génératrices de revenus, la pauvreté en général, l'absence de moyen de production, l'incapacité d'accéder aux services publics, la marginalisation au sein de la communauté par des **stigmates sociaux** tels que alochtonie, la servilité, les attitudes de rejet, la discrimination etc. L'exclusion, selon les communautés, génère la frustration et finit par s'exprimer par la violence. Elle consiste à exclure des membres de la communauté frappés de discriminations de la jouissance de biens et services communs, de leurs droits humains et exacerbe leur manque d'opportunités économiques. Elle renforce la vulnérabilité de ces acteurs (notamment les jeunes, les femmes et les étrangers), les radicalise et les expose aux entrepreneurs de la violence extrême.

Parlant de la radicalisation, certains acteurs la définissent comme **l'envie de commettre une violence extrême pour faire mal**. Par contre, pour d'autres, **elle consiste à s'opposer systématiquement aux opinions d'autrui ou à imposer ses opinions, ses croyances aux autres**. Dans la commune de Malanville, il ressort des entretiens avec un agent de police et d'autres acteurs que, **la radicalisation peut être définie comme l'adoption de positions intolérantes amenant à envisager la violence comme possible réponse à la différence**.

Pour un jeune de la commune de Malanville, sa conception de la radicalité se présente ainsi qu'il suit:

« Lorsqu'un jeune se voit injustement jugé avec la complicité des autorités. Et il ne sait plus à qui se confier, et quand ces gens viennent, ils leur font des propositions et puis il se confie à eux facilement sans effort. Si tu es un policier et tu prends des sous pour mal faire les jugements, lorsque quelqu'un d'autre vient contre toi, je vais l'accompagner pour me venger. »

Une analyse de ces différentes positions montre que les facteurs de risques potentiels pour la radicalisation sont l'exclusion sociale, économique et politique, le défaut de justice ou le sentiment

d'injustice entraînant des frustrations mais aussi la mauvaise gestion des ressources publiques et le manque de dialogue et d'éducation.

Dans la commune de Malanville, les organisations de la société civile jouent un rôle de d'encadrement des jeunes afin d'éviter à ces derniers d'être un terreau fertile pour les entreprises terroristes. Les émissions radiophoniques de sensibilisation animées par les organisations de la société civile permettent d'éviter les risques de basculement des jeunes, au regard de leur vulnérabilité mais aussi de la capacité de mobilisation du discours religieux par rapport aux phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent. Dans la même veine, des actions de plaidoyer sont faites à l'endroit des structures de la place pour que ces jeunes trouvent de l'emploi.

Pour ce qui est du renforcement des capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence, les interlocuteurs préconisent le recours au dialogue

3.6.4 Communautés vulnérables les plus exposées aux risques de radicalisation

Les communes de Malanville et de Sègbana, sont situées dans le département de l'Alibori. Elles font partie des communes situées dans la partie septentrionale soumises aux risques de radicalisation et de l'extrémisme violent. De façon générale, les facteurs de conflits et les poches de vulnérabilité se multiplient dans la plupart des communes du nord dont celles de Malanville et de Sègbana. En effet, plusieurs éléments mettent à mal la cohésion sociale dans ces communes. Parmi ces éléments, la pratique de la transhumance et les problèmes liés à l'accès à la terre demeurent des sources de conflits souvent meurtriers, exacerbés ces dernières années.

Les jeunes en milieu rural sont soumis à plusieurs facteurs qui les rendent de plus en plus vulnérables à la radicalisation. La plupart de ces facteurs sont d'ordre structurel et concernent principalement les questions de civisme, d'éducation, d'emploi, d'État de Droit, de gestion des ressources familiales et de religion. Au nombre des différents facteurs susceptibles de rendre les communautés plus vulnérables à l'extrémisme violent, dans l'ensemble des deux communes on relève :

- La pauvreté ;
- La misère et les privations ;
- Le mécontentement à l'égard des institutions étatiques ;
- Le manque d'accès aux services de base ;
- Les identités ethniques et religieuses ;
- L'endoctrinement religieux
- Le sentiment d'injustice
- L'insécurité.

Dans les communes de Malanville, les jeunes de 15-34 ans représentent près de 35 % de la population de la commune et 34 % pour la commune de Sègbana. Sur la question de l'emploi par exemple, au niveau du département de l'Alibori 7,3 % des jeunes sont sous-employés de façon visible à travers le nombre d'heures de travail. Par ailleurs, seulement 17,9% des jeunes bénéficient d'un emploi salarié. Ces chiffres mettent en évidence les difficultés d'absorption de l'offre de compétence des jeunes par le marché du travail et la nécessité pour les jeunes d'aller à l'entrepreneuriat. Mais ceux-ci sont confrontés aux manques de moyens pour entreprendre et lorsqu'ils arrivent à entreprendre, ils sont confrontés aux mesures difficiles de l'État qu'ils ont du mal à accepter.

Au-delà de la question de l'emploi, les jeunes des communes de Malanville et de Sègbana sont à la quête d'un espace de liberté pour parler de la vie de tous les jours, des études, de leurs projets d'avenir,

des technologies de l'information et de la communication (TIC), de leur participation au développement, etc. Cette situation expose les jeunes à des déviances et tous vices (oisiveté, délinquance et banditisme, cybercriminalité, déviances sexuelles, toxicomanie, la manipulation politique, etc.).

Dans la commune de Malanville, les villages les plus exposés aux risques d'extrémisme violent sont : Boiffo en raison de sa proximité avec le parc, de son enclavement et des nombreux conflits sanglants entre agriculteurs et éleveurs, Kassa et ses environs régulièrement traversés par des supposés groupes djihadistes , Molla fréquemment visité par des groupes djihadistes, Kotchi marqué par de nombreux trafics illicites nocturnes.

Pour ce qui est de la Commune de Sègbana, on peut citer Koutè, Toungah-Issa, Zonzi qui sont des villages très enclavés traversés par les groupes de présumés djihadistes et qui sont aussi habités par des Peuls Zamfara renvoyés du Nigeria comme communauté non grata en raison de leur violence caractéristique. Il y a également Liboussou et Libanté dont certaines communautés peules sont victimes de pratiques de kidnapping réguliers.

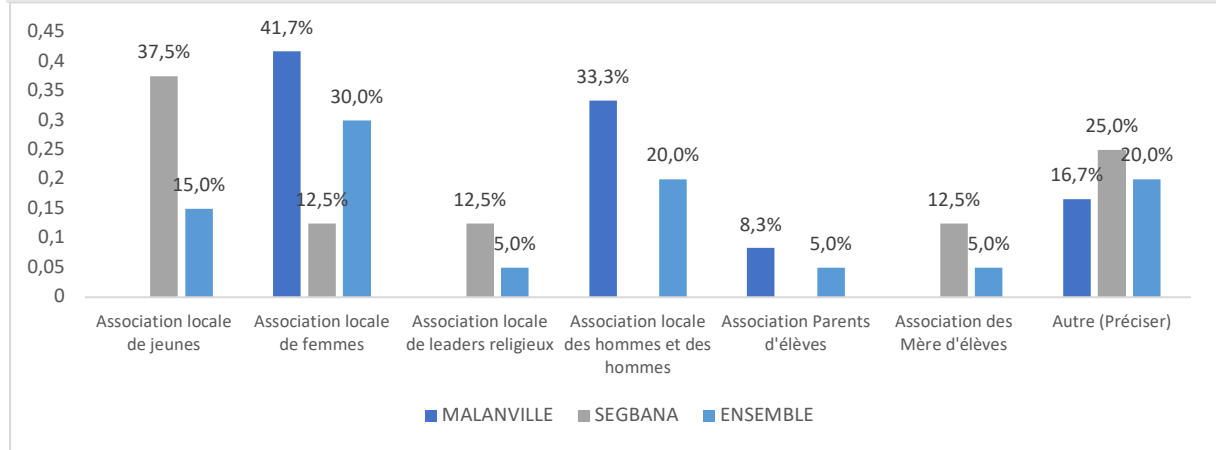
Au regard de tous ces facteurs énumérés, on peut dire approximativement que le jeune à risque dans la commune de Malanville ou de Sègbana est celui qui présente à peu près le profil robot ci-après.

Globalement un jeune à risque dans les deux communes est un homme âgé de 18 à 35 ans, sans niveau d'instruction scolaire, dépourvu de moyen pour subvenir librement à ses besoins élémentaires comme les autres membres de sa communauté, appartenant à une communauté stigmatisée et qui n'a ni accès aux ressources de production ni à l'emploi décent dans sa localité. Il subit en outre directement ou indirectement les contrecoups des réformes étatiques dans le domaine agricole. Il a un faible accès à l'information et aux opportunités licites dans sa localité.

3.6.5 Mapping des associations locales de jeunes, de femmes et de leaders religieux et apprécier leurs capacités en termes de forces et faiblesses de leur implication dans les activités de promotion de la paix et de dialogue communautaire

Selon les résultats de la collecte des données, 20 associations ont été recensées au total, dont 12 à Malanville et 8 à Sègbana. L'analyse selon le type montre que dans l'ensemble ce sont les associations locales des femmes (30,0 %) qui sont les plus nombreuses. Toutefois, il est à noter que ce type d'association est plus présente dans la commune de Malanville (41,7 %) que dans la commune de Sègbana (12,5 %). Pour ce qui est des associations locales des jeunes, les interlocuteurs rencontrés dans la commune de Malanville n'en ont pas évoqué. Ce qui fait qu'aucune association de jeunes n'a été répertoriée dans cette commune. Par contre, les autres associations (20,0 %) qui sont présentes sur le terrain, sont composées des associations des motocyclistes, des riziculteurs, du collectif des conducteurs de taxi moto et des Cellules de Participation Citoyenne (CPC) (**Graphique 3**).

Graphique 4 : Répartition (en %) des associations selon le type et la commune



Source : Données de terrain, mai 2023

Répertoire des associations locales recensées

COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE	Nom de l'association	Adresse	Téléphone	Année de création	Principaux domaines d'activités	Type d'association	Effectif de femmes	Effectif d'hommes
MALANVILLE	GAROU	GAROU-BÉRI	IMABATCHERE	Maison d'un agent de la police nommé yafouza	91361147	2019	Éducation, microcrédit	Association locale de femmes	63	0
MALANVILLE	GAROU	KAMBOU WO-TOUNGA	GOROBANI	En face du domicile du chef du village de kambouwo tounga	51655304	2013	éducation, santé, environnement	Association locale de femmes	30	1
MALANVILLE	GUENE	BOÏFFO	MAKANNEY	maison des grios	95605271	2008	L'agriculture et le maraîchage	Association locale des hommes et femmes	10	70
MALANVILLE	GUENE	GUÉNÉ-GUIDIGO	IMATOUNOU DJIBIRI	Guené Guidigo wadouka	66930261	2019	Culture de riz, vente de riz, culture du coton, maïs. Entraide entre cultivateur	Association locale des hommes et des hommes	6	40
MALANVILLE	MADECALI	KASSA	Tchiaman	Kassa	64924698	2013	Soutien entre motos, sensibilisation quand il y a un problème, résolution des conflits entre	ASSOCIATION DES MOTOCYCLISTES	0	10

COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE	Nom de l'association	Adresse	Téléphone	Année de création	Principaux domaines d'activités	Type d'association	Effectif de femmes	Effectif d'hommes
							motocyclistes. Entraide			
MALANVILLE	MADECALI	MADÉCALI	INFANI	Maison bakossi en face du centre de santé	57435947	2014	Éducation, santé	Association locale de femmes	65	0
MALANVILLE	MADECALI	MADÉCALI	FADA-RAHAMA	Maison hazia bossou wandé	55048962	2013	Épargne et de crédit, éducation	Association locale de femmes	80	0
MALANVILLE	MALANVILLE	KOTCHI	ANFANI	Maison BAGOUDOU (vers la voie qui mène MONKASSA)	98702741	2008	Agriculture, la paix	Association locale des hommes et des hommes	20	150
MALANVILLE	TOUMBOUTOU	MOLLA	Association des Parents d'Elèves (APE)	A l'EPP MOLLA	63798679	1975	Éducation, santé, environnement, la paix	Association Parents d'élèves	60	170
MALANVILLE	TOUMBOUTOU	MOLLA	IRI BONSE	Toumboutou Molla houdi métaki	63213471	2005	Entraide, Culture de riz, conseils entre cultivateur de riz, entraide.	Association locale des hommes et des hommes	60	60
MALANVILLE	TOUMBOUTOU	TOUMBOU	BEIDJE-KAKA	Dans la maison des alpha (66397881	2006	Le riz, l'éducation	Association des riziculteurs	30	50

COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE	Nom de l'association	Adresse	Téléphone	Année de création	Principaux domaines d'activités	Type d'association	Effectif de femmes	Effectif d'hommes
				Darousalam)						
MALANVILLE	TOUMBOUTOU	TOUMBO UTOU	TALAKA FABAA	Toumbout ou Sanché KOUTOU HOUNDI	60640295	2013	Culture de arcachides,riz,maïs. Aide financière,tontine	Association locale de femmes	15	0
SEGBANA	LIBANTE	KOUTÉ	ENTENTE DE KOUTE	Koutè dans l'arrondissement de Libantè	57631730	2021	DÉVELOPPEMENT - LOISIRS - MAINTIEN DE LA PAIX	Association locale de jeunes	0	30
SEGBANA	SEGBANA	BATAZI	U-report segbana	segbana,batazi	94718594	2021	protection de l'enfance, VBG, Autonomisation des femmes, séance de salubrité, cohésion sociale	Association locale de jeunes	200	150
SEGBANA	SEGBANA	LIMAFRANI	Collectif des Taxi Moto de Segbana	Limafrani à Segbana	95081751	1991	Assurer la tranquillité d'exercice au conducteur ; Collecter les taxes pour la Mairie; Sensibiliser les jeunes conducteurs sur le processus de dénonciation des cas suspects	Collectif des conducteurs de Taxi Moto	0	464

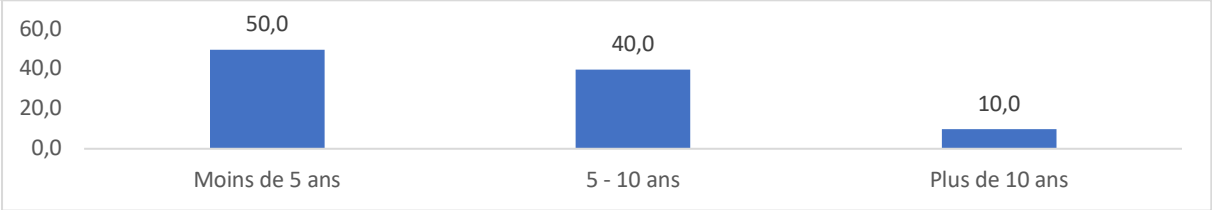
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE	Nom de l'association	Adresse	Téléphone	Année de création	Principaux domaines d'activités	Type d'association	Effectif de femmes	Effectif d'hommes
SEGBANA	SEGBANA	LIMAFRANI	Cellule de Participation Citoyenne de SEGBANA	Marie de Segbana	95739350	2015	Contrôle citoyens ; Vérifiée la gestion de la mairie sur les constructions des bâtiments ; Intervention pour le règlement des conflits ; Intervention dans les domaines de l'éducation et de la santé	Cellule de veille citoyenne	3	11
SEGBANA	SEGBANA	LIMAFRANI	Union Islamique Communale de Sègbana	Imam centrale de Sègbana	95082630	2004	Maintien de la cohésion sociale ; Relayer les informations de l'Union Islamique du Bénin ; Réalisation des infrastructures communautaires à travers les ONG; Veiller sur la qualité des prêches;	Association locale de leaders religieux	1	14
SEGBANA	SEGBANA	LIMAFRANI	ASSOCIATION LEDOM(même vision)	SEGBANA, LIMAFRANI	64926126	2020	ramassage et transformation du karité, commerce, Autonomisation de la femme	Association locale de femmes	33	0

COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE	Nom de l'association	Adresse	Téléphone	Année de création	Principaux domaines d'activités	Type d'association	Effectif de femmes	Effectif d'hommes
SEGBANA	SEGBANA	LIMAFRANI	Association des mères d'enfants	Sègbana Limafrani	94832703	2010	sensibilisation des parents pour l'inscription des enfants à l'école, suivie des enfants du ci au CM2, lutte contre la déscolarisation, les VBG...	Association des Mères d'élèves	9	0
SEGBANA	SEGBANA	LIMAFRANI	Mairie des jeunes	mairie de segbana	94634339	2021	Sensibilisation des jeunes et enfants, activités sportives et récréatives pour la cohésion sociale, assainissement de l'environnement, Sensibilisation sur l'hygiène pour la santé communautaire.	Association locale de jeunes	6	17

Source : Données de terrain, mai 2023

Les résultats de la mission de collecte montrent que globalement toutes les associations recensées (100,0 %) sont impliquées dans les activités de promotion de la paix et de dialogue communautaire dans la commune. Elles mènent des activités de sensibilisation sur les questions de bonne citoyenneté, la cohésion sociale, la tolérance religieuse, les droits des enfants ou des femmes, mais aussi des activités de promotion d'action collective au profit de la commune ou des membres. Le nombre moyen d'années d'expérience est de 6,4 ans avec un minimum d'un an et un maximum de 20 ans. Une répartition selon le nombre d'années d'expérience montre que la moitié de ces associations, quel que soit le type, a moins de 5 années d'expérience dans le domaine de la promotion de la paix et de dialogue communautaire contre 40 % qui ont entre 5 et 10 années d'expérience. (**Graphique 4**).

Graphique 5 : Répartition (en %) des associations selon le nombre d'années d'expérience dans le domaine de la promotion de la paix et le dialogue communautaire



Source : Données de terrain, mai 2023

3.6.6 Les atouts et les faiblesses de l'implication des associations locales de jeunes, de femmes et de leaders religieux dans les activités de promotion de la paix et du dialogue communautaire

L'implication des associations locales dans le cadre de la mise en œuvre d'une initiative a l'avantage de faciliter l'acceptation du projet par la communauté et sa mobilisation sociale autour des activités du projet. Ces associations ou leaders bénéficient d'une légitimité locale ou traditionnelle, et d'un capital de confiance pour la médiation et la facilitation d'une certaine cohésion sociale.

Dans le cadre de ce projet ReCOPE Baani, le choix de prendre en compte les associations des jeunes, des femmes et des leaders religieux nous paraît légitime et pertinent. Ces couches de la population restent les principales personnes ressources au niveau local. C'est pourquoi, il est recommandé que les premières activités du projet au niveau communautaire leur soient adressées pour obtenir leur quitus. Étant donné la pertinence de la cohésion sociale, principale thématique du projet dans le contexte d'extrémisme violent. La pleine adhésion desdites associations devra faciliter l'acceptation du projet par la population et la mobilisation des femmes, des jeunes et des leaders religieux autour des activités du projet.

Ceci est d'autant pertinent que dans l'ensemble des deux communes, environ 2 associations sur 10, recensées, sont dirigées par les jeunes et la totalité de ces associations est impliquée dans les activités de promotion de la paix et de dialogue communautaire dans la commune. L'implication de l'association des jeunes, a l'avantage de la prise en compte du potentiel important que représentent les jeunes et leur rôle comme capital humain indispensable pour le développement économique et social de la localité.

Quant aux femmes, même si leurs rôles ou leurs intérêts pour les questions de cohésion sociale et de construction de la paix n'est pas autant apparu dans le cadre des enquêtes, il n'en demeure pas moins qu'elles restent un pilier central dans l'éducation des enfants, dans la construction de la paix et la cohésion sociale. Elles sont les socles de la famille et contribue pour beaucoup au maintien de la paix en participant aux activités communautaires inclusives. Mais elles sont aussi l'une des importantes victimes des conflits lorsqu'ils éclatent en raison de leur niveau de vulnérabilité. C'est pour ces raisons que le projet se doit de les prioriser dans ses interventions à travers leurs associations.

Pour ce qui est des leaders religieux, l'Islam constitue la religion dominante dans les communes de Malanville et de Sègbana, de ce fait, les leaders religieux jouissent d'une grande légitimité au sein des communautés et un consensus est établi sur leurs rôles essentiels dans le processus de stabilisation des rapports sociaux. À cet effet, ils sont généralement dotés d'une bonne capacité de communication, de sensibilisation de masse et de mobilisation communautaire, notamment des jeunes et des femmes.

Il est à noter que la responsabilisation des associations et leaders communautaires, des organisations de femmes et de jeunes dans la conduite des initiatives de paix et de cohésion sociale est un gage de durabilité des effets d'une initiative : Les initiatives de paix sont des actions entreprises pour gérer des conflits communautaires ouverts ou latents ou pour sensibiliser les populations sur la cohésion sociale. Ces initiatives sont souvent confiées et réalisées par les leaders communautaires, les organisations de femmes et de jeunes préalablement renforcées par le projet.

Cependant, ces organisations locales sont principalement informelles et beaucoup d'entre elles n'ont pas une existence officielle. De plus, elles ont des difficultés de fonctionnement liés à la disponibilité des membres, à leur difficile mobilisation, à l'engagement dans le travail collectif. De même, les

membres évoques le manque d'accompagnement financier et le faible intérêt des autorités à ce qu'elles font dans la commune.

Il serait donc utile que si le projet juge pertinent de travailler avec elles de prioriser leur formalisation et le renforcement de leurs capacités institutionnelles. Il est aussi utile de révéler que nombre de ces organisations travaillent sans financement extérieures ; ce qui limite l'envergure de leurs actions qui se réduisent généralement à leurs membres, avec moins de visibilité dans leur environnement.

3.6.7 Proposition d'activités de communication et de visibilité du projet

L'étude a révélé des problèmes dans la question sociale entre les acteurs qui se traduit par des conflits communautaires, des difficultés en matière de tolérance religieuses et une certaine désaffection entre population et forces de défense et de sécurité qui ne favorise pas la coproduction de la sécurité dans les communes ciblées. Il y a également des dynamiques d'exclusion et de stigmatisation de certaines communautés ou catégories sociales. Toutes ces dynamiques nécessitent des actions de communication en vue d'aboutir à des changements de comportements. Le tableau ci-après proposent quelques éléments de messages susceptibles d'accompagner les autres actions du projet dans la perspective d'un changement de comportement des populations.

Cibles	Messages clés	Outils et canaux de communication	Activités	Indicateurs
Jeunes	Sécurité pour tous - C'est mon affaire ! Nous sommes tous les mêmes La paix c'est l'affaire de tous Tu es citoyen comme moi Ton palabre, c'est mon Palabre!	Sacs d'écoliers, T-shirts et autres gadgets (stylos, brassards, casquettes, etc.) Facebook	Editer des gadgets Distribuer des gadgets Créer et animer une page facebook du projet	Nombre de gadgets et T-shirts distribués
Enfants	Je suis pour la cohésion sociale Parents, maintenez la paix pour notre avenir !	Sacs, T-Shirt, Casquettes	Editer des gadgets Distribuer des gadgets	Nombre de gadgets et T-shirts distribués
Syndicats des transporteurs	Sécurité sur les axes routiers – Mon affaire ! Sécurité des biens et des personnes – Mon affaire ! Je suis transporteur, je suis vecteur de paix	Autocollants / Porte-clefs	Éditer des autocollants Distribuer des autocollants Éditer des autocollants interdisant le transport des armes et des produits prohibés	Nombre d'autocollants et de porte-clefs distribués

Cibles	Messages clés	Outils et canaux de communication	Activités	Indicateurs
	Entendons-nous pour voyager ensemble Tu es mon frère/ma sœur et j'ai besoin de toi!			
Journalistes et faiseurs d'opinion	Les populations s'engagent pour leur sécurité avec le soutien de Educo et de l'Union Européenne	Conférences de presses Les couvertures médiatiques des activités Réseaux sociaux	La couverture médiatique des activités du projet Créer et animer une page facebook sur le projet	Nombres d'activités couvertes Nombres de publications dans la presse Nombre d'interpellations
Enseignants et autres encadreurs d'enfants et de jeunes	Je suis enseignant – J'enseigne aussi la sécurité Je suis un modèle de paix La paix passe par moi!	Gadgets (sacs, stylos, blocs notes, Calendriers) T-shirts (pour les enseignants)	Produire et distribuer les gadgets	Nombre de gadgets distribués aux enseignants
Services de sécurité	Je suis agent de Sécurité-les populations et moi, même objectif ! Je suis comme toi, un citoyen du Bénin Sans toi, je ne peux assurer mon rôle!	Causerie, ateliers de formations	Organiser des rencontres causeries avec eux pour échanger sur le projet	
Grand public	Je participe à la sécurité de ma communauté avec le soutien de Educo et de l'Union Européenne Citoyens de Malanville/Sègbana, soyons Unis Nous sommes tous Peuls	Articles de presses Reportages radios/TV	Créer et animer une page facebook Annoncer en début et à la fin de chaque émission le résumé du projet et la source de financement Donner le lien qui permet d'apprendre sur le projet et la source de financement	Le site est en ligne et accessible Nombre d'émissions diffusé sur le projet Nombre d'articles diffusé

Cibles	Messages clés	Outils et canaux de communication	Activités	Indicateurs
	Peuple de Malanville/Sègbana, contribuons à la paix autour de nous.		Créer une page concernant le projet et l'afficher dans les sites des partenaires	

IV. RECOMMANDATIONS

En termes de recommandations et sur la base des résultats de l'enquête, on peut suggérer les actions qui suivent :

A l'endroit de EDUCO

- Mettre un accent dans la cohésion intra-communautaire et inter-communautaire en menant des actions ciblées pour la résolution des conflits entre agriculteurs, entre éleveurs et entre coreligionnaires
- Renforcer l'implication des enfants dans les dialogues sur la cohésion sociale, la paix, la tolérance et la solidarité
- Mettre en place un réseau de leader religieux pour la paix et la cohésion sociale qui aura pour responsabilité d'éduquer, sensibiliser les communautés par la production de la bonne information sur les pratiques et les préceptes religieux
- Initier des actions de dialogues intra et inter religieux pour construire la paix au sein des communautés religieuses
- Sensibiliser les enfants talibés exposés à des messages d'endoctrinement dans les deux communes
- Restructurer les organisations et associations de femmes, de jeunes et de leaders religieux pour les rendre plus performantes et efficaces dans la promotion de la paix

A l'endroit de l'État à travers l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi et ses partenaires

- Renforcer les capacités d'employabilité des jeunes en les initiant à des formations pratiques sur des activités porteuses d'opportunités au niveau local de courtes durées (maximum 3 mois)

ÉTUDE DE RÉFÉRENCE DU PROJET

ETUDE SUR LES CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES EN MATIERE DE PROMOTION DE LA PAIX ET DU RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE POUR LA PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT DANS LES COMMUNES DE MALANVILLE ET SEGBANA COUPLEE A LA LIGNE DE BASE DU PROJET

ANNEXE 1 : FICHE DE RECENSEMENT DES ASSOCIATIONS

N°	Questions	Réponses	Saut
A01	Département ALIBORI		
A02	Commune 1. SEGBANA 2. MALANVILLE		
A03	Arrondissement		
A04	Village/Quartier de ville		
A05	Nom de l'association		
A06	Nom du représentant de l'association		
A07	Adresse		
A08	Téléphone		
A09	Nombre d'années d'existence		
A10	Principaux domaines d'activités		
A11	Type d'association Association locale de jeunes Association locale de femmes Association locale de leaders religieux		
A12	Effectif Homme : Femme :		
A13	Êtes-vous impliqué dans les activités de promotion de la paix et de dialogue communautaire dans la commune ? 1.Oui 0. Non		
A14	Combien d'années d'expérience avez dans ce domaine ?		
A15.	Quelles sont les zones couvertes par vos actions ?		
A16	Quelles sont les cibles de vos interventions a. Jeune b. Femme c. Personnes âgées d. Femme victime de violence conjugale e. Enfant f. Personnes handicapées g. Réfugié h. Immigré (Déplacé intérieur) i. Sinistrés (Rescapés des catastrophes) j. Autre Préciser		

ÉTUDE DE RÉFÉRENCE DU PROJET

ETUDE SUR LES CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES EN MATIERE DE PROMOTION DE LA PAIX ET DU RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE POUR LA PREVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LES COMMUNES DE MALANVILLE ET SEGBANA COUPLEE A LA LIGNE DE BASE DU PROJET

Annexe 2 : QUESTIONNAIRE INDIVIDUEL

Je m'appelle _____, je travaille pour le Cabinet SOAFRICA qui a été mandaté par le consortium EDUCO-APIDEV pour la réalisation de l'étude sur les connaissances, attitudes et pratiques en matière de promotion de la paix et du renforcement de la cohésion sociale pour la prévention de l'extrémisme violent dans les communes de Malanville et Sègbana couplée a la ligne de base du projet. L'objectif de notre travail est de prendre en compte vos avis et opinions pour mener à bien la mission dans l'intérêt de toutes les populations de la commune de _____. Pour cela, nous voudrions vous demander de nous accorder un peu de votre temps précieux pour nous permettre de vous poser quelques questions.

N°	Questions	Réponses	Saut
Section A : Identification			
A01	Département ALIBORI		
A02	Commune 3. SEGBANA 4. MALANVILLE		
A03	Sexe de l'enquête 1. Masculin 2. Féminin		
A04	Situation matrimoniale : 1. Jamais marié (e) et n'a jamais vécu avec quelqu'un 2. Marié (e) 3. Union libre 4. Veuf/Veuve 5. Divorcé (e) 6. Séparé (e)		
A05	Quelle est votre profession 1. Agriculteur / fermier 2. Fonctionnaire d'Etat 3. Transformateur/transformatrice de produits tropicaux 4. Éleveur 5. Vendeur/vendeuse 6. Sans emploi 7. Chauffeur 8. Chasseur 9. Pêcheur 99. Autre Préciser _____		
A06	Age au dernier anniversaire		
A07	Religion : 1. Christianisme 2. Islam 3. Religions traditionnelles 4. Aucune		
A08	Niveau d'instruction 1. Aucun 2. Alphabétisé 3. École coranique 4. Primaire 5. Secondaire 6. Supérieur		
Section B : Niveau d'information et de connaissances des communautés cibles sur la thématique de l'extrémisme violent, les stratégies de promotion de la paix, la cohésion sociale et les autres thématiques connexes			
B01	Combien de conflits y a-t-il eu dans votre localité ces 12 derniers mois ? a. Entre agriculteurs ? b. Entre éleveurs ? c. Entre agriculteurs et éleveurs ? d. Entre allochtones et autochtones ?		

N°	Questions	Réponses	Saut
	e. Entre communautés et FDS (Forces de Défense et de Sécurité) ?		
B01f	Quelles sont les instances de résolution de conflits auxquelles vous recourez ?		
B02	Combien de ces conflits enregistrés ont été résolus grâce aux initiatives des acteurs communautaires et institutionnels dans votre commune au cours des 12 derniers mois ?		
B03a	Au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, pourriez-vous parler de l'amélioration de la cohésion sociale à travers les actions promues dans votre commune ? 1. Oui 0. Non		
B03b	Pensez-vous qu'il règne dans votre communauté une cohésion sociale depuis ces 12 derniers mois ?		
B04a	Pensez-vous que votre façon de considérer les membres des communautés voisines s'est améliorées depuis un an ? 1. Oui 0. Non		
B04b	Pensez-vous que votre façon de considérer les fidèles des autres courants religieux s'est améliorées depuis un an ? 1. Oui 0. Non		
B05	Avez-vous acquis de nouvelles compétences de vie les 12 derniers mois ? 2. OUI 0. Non		
B06	Existe-t-il des cadres d'échanges/dialogues intercommunautaires dans votre localité pour prévenir les risques de conflits et d'extrémisme violent ? 1. Oui 0. Non 2. Ne sait pas		
B07	Votre localité a-t-elle enregistré des actes d'extrémisme violent (enlèvements, attaques de commissariats, assassinats etc.) au cours des 12 derniers mois ? 1. Oui 0. Non 2. Ne sait pas		
B08	Dans votre communauté, existe-t-il des occasions et des espaces de dialogues réguliers entre différents groupes ayant des croyances et/ou des convictions différentes ? 1. Oui 0. Non		
B09	Pourriez-vous attester de l'amélioration de la cohésion sociale à travers les actions promues dans votre communauté ces 12 derniers mois ? 1. Oui 0. Non		
B10	Existe-t-il dans la communauté des initiatives locales de résolution de conflits portées par les mécanismes endogènes ? 1. Oui 0. Non		
B11	Des conflits inter/intra religieux/ communautaires ont-ils été prévenus grâce aux initiatives locales portées par ces mécanismes endogènes ? 1. Oui 0. Non		
B12	Combien de conflits inter/intra religieux/ communautaires ont été prévenus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes		
B13	Combien de conflits inter/intra religieux/ communautaires ont été résolus grâce aux initiatives locales portées par les mécanismes endogènes		
B14	Existe-t-il des initiatives de redevabilité initiées par les autorités locales indépendamment des appuis du projet ? 1. Oui 0. Non		
B15	Des séances de reddition de compte thématiques ont-elles été organisées par la mairie et les services déconcentrés de l'État dans votre commune ces 12 derniers mois ? 1. Oui 0. Non		
B16	Combien de séances de reddition de compte thématiques organisées par la mairie et les services déconcentrés de l'État dans votre commune ?		
B17	Connaissez-vous des jeunes à risque, jeune vulnérable (maltraitance, rejet, stigmatisation par la société, sans source de revenu) qui ont bénéficié d'un accompagnement social et psychologique au cours des 12 derniers mois ? 1. Oui 0. Non		

N°	Questions	Réponses	Saut
	<i>2. Ne sait pas</i>		
B18	<i>Si oui, comment les identifiez) vous ?</i>		
B19	A l'heure actuelle, dans quelle mesure vous sentez-vous en sécurité dans votre quartier de résidence ? <ol style="list-style-type: none"> 1. Très en sécurité 2. En sécurité 3. Pas en sécurité 4. Vraiment pas en sécurité 5. Ne sait pas/Ne souhaite pas répondre 		
B20	Vous sentez-vous impliqué-e dans les processus de prise de décision qui déterminent l'avenir de votre communauté en matière de sécurité ? <ol style="list-style-type: none"> 1. Oui, comme tous les membres de la communauté ou plus encore 2. Oui, mais moins que les autres 3. Non 4. Ne sait pas/Ne souhaite pas répondre 		

Merci de votre collaboration

ÉTUDE DE RÉFÉRENCE DU PROJET

ETUDE SUR LES CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES EN MATIERE DE PROMOTION DE LA PAIX ET DU RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE POUR LA PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT DANS LES COMMUNES DE MALANVILLE ET SEGBANA COUPLEE A LA LIGNE DE BASE DU PROJET

Annexe 3 : GUIDE D'ENTRETIEN (Acteurs)

Nom :

Prénom :

Fonction :

- 1. Connaissances sur la thématique de l'extrémisme violent, les stratégies de promotion de la paix, la cohésion sociale et les autres thématiques connexes**
 - 1.1. Qu'est-ce que l'extrémisme violent ?
 - 1.2. Selon vous, comment pourrait-on dissuader l'adhésion à l'extrémisme violent ?
 - 1.3. Quelles sont les actions en cours de mises en œuvre permettant de prévenir l'extrémisme violent dans votre communauté ?

- 2. Attitudes et pratiques sur la promotion du dialogue (inter/intracommunautaire, inter/intra religieux), la paix, le renforcement de la cohésion sociale**
 - 2.1. Quelles sont les attitudes et pratiques dans la communauté qui affectent la promotion du dialogue (inter/intracommunautaire, inter/intra religieux), la paix, le renforcement de la cohésion sociale
 - 2.2. Existe-t-il des stratégies susceptibles d'atténuer les problèmes de cohésion sociale et de paix qui ont été identifiés ?
 - 2.3. Quel serait le meilleur moyen de promouvoir et d'encourager ces éléments avec la participation des communautés, groupes et individus concernés ?
 - 2.4. Parlez-nous des occasions et des espaces de dialogues réguliers entre différents groupes ayant des croyances et/ou des convictions différentes ?
 - 2.5. Quel est le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent (connecteurs) dans votre communauté ?
 - 2.6. Quel est le rôle des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent (connecteurs) dans votre communauté ?

- 3. Approches (sources, réseaux, moyens) communautaires d'identification des jeunes à risques et les facteurs de radicalisation**
 - 3.1. Quels facteurs peuvent inciter les gens de votre communauté à s'engager dans l'extrémisme violent ?
 - 3.2. Quels sont les facteurs de risque potentiel de la radicalisation dans votre communauté ?
 - 3.3. Quels sont les types de discours favorisant l'extrémisme violent dans votre communauté ?
 - 3.4. Avez-vous remarqué au sein de votre communauté des jeunes qui ont subitement changé de comportement et ont commencé par adopter des discours (religieux, ethniques, etc..) radicaux ?
 - 3.5. Quels sont les types de discours renforçant la résilience communautaire ?
 - 3.6. Comment peut-on renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence ?

4. Identification des communautés vulnérables les plus exposées aux risques de radicalisation (profil, nature des facteurs de vulnérabilité, localisation géographique, aspirations de ces communautés, etc.).

4.1. Connaissez-vous des jeunes à risque, jeune vulnérable (maltraitance, rejet, stigmatisation par la société, sans source de revenu) qui ont bénéficié d'un accompagnement social et psychologique au cours des 12 derniers mois ?

4.2. Existe-t-il des communautés vulnérables selon vous dans votre localité ?

4.3. Qu'est-ce qui indique selon vous leur vulnérabilité ?

5. Répertoire des associations locales de jeunes, de femmes et de leaders religieux impliquées dans les activités de promotion de la paix et du dialogue communautaire

- ✓ Types d'association
- ✓ Domaine d'activité
- ✓ Expérience dans la prévention des conflits et la promotion de la cohésion sociale
- ✓ Communes d'intervention

6. Les atouts et les faiblesses de l'implication des associations locales de jeunes, de femmes et de leaders religieux dans les activités de promotion de la paix et du dialogue communautaire ;

- ✓ Faire un mapping des associations locales de jeunes, de femmes et de leaders religieux
- ✓ Appréciation de leurs capacités en termes de forces et faiblesses de leur implication dans les activités de promotion de la paix et de dialogue communautaire ;

7. Recueil des recommandations et des orientations faisant ressortir des axes/thèmes de communication autour desquels seront bâtis les messages clés de sensibilisation et de mobilisation sociale.

Merci de votre collaboration